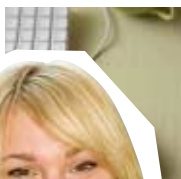


La formation professionnelle et technique au Québec

Un aperçu



© Gouvernement du Québec

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2008-08-00208

ISBN : 978-2-550-53258-3

ISBN PDF : 978-2-550-53259-0

Dépôt légal—Bibliothèque nationale du Québec 2008

Avant-propos

Le fait d'assurer une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante pour répondre aux besoins du monde du travail constitue un défi de taille dans nos sociétés modernes. Les changements constants du marché du travail impliquent que la main-d'œuvre doit non seulement démontrer un haut niveau de compétence, mais aussi une facilité d'adaptation et d'innovation. Dans ce contexte, la formation professionnelle et technique joue un rôle décisif en ce sens qu'elle permet d'acquérir les compétences professionnelles requises sur le marché du travail de même que les habiletés et attitudes nécessaires à l'adaptation aux changements et à l'acquisition de nouvelles compétences.

Depuis plus de 20 ans, le Québec s'est engagé dans une refonte complète de son système de formation professionnelle et technique qui s'articule autour de l'approche dite par compétences. Ce processus de développement des programmes d'études, axé sur une recherche constante d'adéquation entre les compétences acquises et les compétences recherchées sur le marché du travail, s'appuie notamment sur une série de mesures et d'actions qui visent à augmenter le nombre de personnes diplômées dans toutes les régions du Québec. En outre, des investissements considérables ont été consentis par le gouvernement du Québec afin de fournir aux établissements d'enseignement des dispositifs de formation parmi les plus performants. Bien que l'objectif d'une offre de formation professionnelle et technique accessible, diversifiée et performante ait été atteint, de nombreux défis demeurent, ne serait-ce qu'en matière de renouvellement de la main-d'œuvre dans le contexte démographique que connaît le Québec.

Le présent document constitue la quatrième mise à jour de la version parue en 2003. Il vise à décrire la situation actuelle du système de formation professionnelle et technique au Québec. Il présente un survol des caractéristiques de ce système et permet de connaître l'évolution de ses différentes composantes au cours des dernières années. Cette analyse est enrichie par plusieurs tableaux et graphiques qui, nous l'espérons, sauront répondre aux besoins d'information de nos différents partenaires et de la population en général.

Smaïl Bouikni

Directeur général de la formation professionnelle et technique

Secteur de la formation professionnelle et technique et
de la formation continue

Jean Tremblay

Directeur de la recherche, des statistiques et de l'information

Secteur de l'information, des communications et de l'administration

Table des matières

1. Présentation générale du système de formation professionnelle et technique	1
Le cadre légal et réglementaire	1
Les responsabilités	3
Une importante réforme	3
La gestion des programmes de formation professionnelle et technique	4
Le partenariat	5
2. Offre de formation	6
La grande diversité des programmes de formation	6
Une offre de formation répartie sur tout le territoire	7
Les investissements et les coûts de formation	8
Des voies de formation diversifiées	9
La reconnaissance des acquis et des compétences	10
Une aide financière importante	10
3. Fréquentation scolaire	12
Les inscriptions et la diplomation	12
La distribution des effectifs selon l'âge et le sexe	15
La réussite scolaire	18
4. Insertion au marché du travail	20
La variation de l'insertion à l'emploi selon le programme d'études	22
La variation de l'intégration à l'emploi selon l'âge et le sexe	23
Des employeurs satisfaits	23
5. Perspectives du marché du travail et évolution démographique	24
Une promotion ciblée	24
Une évolution démographique à la baisse	24
6. Défis et développements	26
Annexe	28

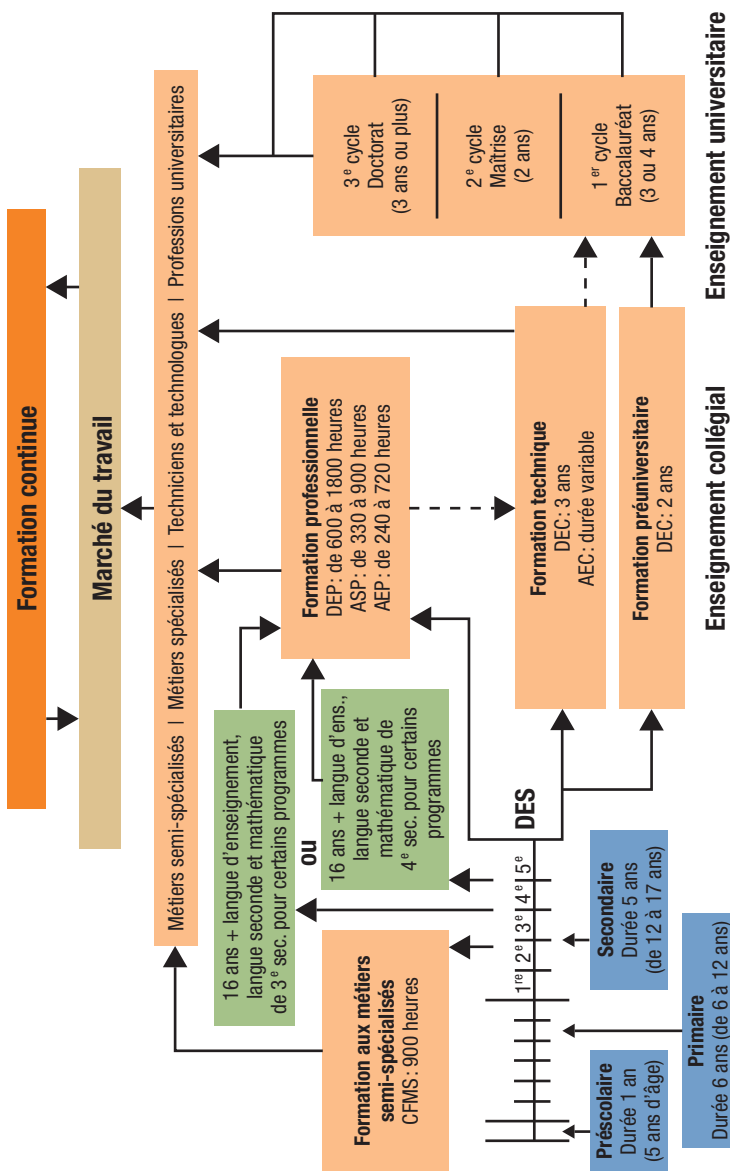
1 Présentation générale du système de formation professionnelle et technique

Le cadre légal et réglementaire

En vertu de la Constitution canadienne, le gouvernement québécois assume une responsabilité entière en matière d'éducation. Le système scolaire québécois comprend l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire et secondaire ainsi que l'enseignement collégial et universitaire. Dès l'âge de 5 ans, les enfants fréquentent l'éducation préscolaire, c'est-à-dire la classe maternelle, pendant une année. L'enseignement primaire dure normalement six ans et l'enseignement secondaire cinq ans. Selon le programme d'études choisi, l'élève peut accéder à la formation professionnelle à partir de la 3^e, de la 4^e ou de la 5^e secondaire. Quant à ceux et celles qui demeurent à la formation générale et qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires (DES), ils ont accès à des programmes d'études collégiales d'une durée de deux ans pour la formation préuniversitaire et de trois ans pour la formation technique. Enfin, l'enseignement universitaire est divisé en trois cycles. Le premier cycle, d'une durée de trois ou de quatre ans, mène à l'obtention d'un baccalauréat. Le deuxième cycle conduit à l'obtention d'une maîtrise et le troisième cycle à un doctorat.

Au Québec, la fréquentation scolaire est obligatoire pour tous les jeunes de 6 à 16 ans. L'enseignement primaire est offert en français, en anglais ou dans les langues autochtones et l'enseignement secondaire, en français ou en anglais. Au collégial tout comme à l'université, l'étudiant ou l'étudiante peut choisir l'anglais ou le français comme langue d'enseignement selon l'établissement qu'il ou elle fréquente. À l'exception de l'enseignement universitaire, les services éducatifs sont gratuits pour les résidents du Québec, ce qui n'empêche pas le gouvernement d'offrir aux élèves une aide financière sous forme de prêts et de bourses.

Le système d'éducation au Québec



Les responsabilités

Les établissements d'enseignement secondaire publics et privés assurent, entre autres, l'offre de programmes de formation professionnelle. Les cégeps, les collèges privés et certaines écoles gouvernementales dispensent la formation technique. Plusieurs éléments permettent de déterminer si un programme doit être offert au secondaire ou au collégial, comme par exemple le niveau de complexité de la profession visée ou encore les préalables scolaires régissant l'accès au programme. D'une manière générale, les programmes de formation professionnelle mènent à l'exercice de métiers grâce à l'obtention du diplôme d'études professionnelles (DEP) et de l'attestation de spécialisation professionnelle (ASP). Les commissions scolaires offrent depuis peu une filière de formation professionnelle menant à une attestation d'études professionnelles (AEP). Les programmes de cette filière visent à répondre à des besoins ponctuels de main-d'œuvre. Depuis leur création, les AEP ont permis à plus de 500 personnes d'acquérir des compétences recherchées par le marché du travail. Les programmes de formation technique menant au diplôme d'études collégiales (DEC) ou à l'attestation d'études collégiales (AEC) permettent, pour leur part, d'occuper des emplois de techniciens ou de technologues.

Des services de formation continue sont aussi offerts par les commissions scolaires et les cégeps, et ce, en établissement comme en entreprise. Cette formation répond à des besoins spécifiques des entreprises et des individus et est préparée soit en fonction des programmes d'études officiels, soit sur mesure. Elle mène à l'obtention de différentes attestations délivrées par les établissements.

Une importante réforme

En 1986, le ministère de l'Éducation du Québec a entrepris une vaste réforme de la formation professionnelle qui a donné lieu :

- à la définition de nouvelles filières de formation ;
- à la révision des programmes d'études selon une approche par compétences ;
- à une nouvelle répartition géographique des programmes offerts, et ce, en fonction des caractéristiques socioéconomiques de chaque région ;
- à des investissements majeurs en immobilisations et en équipement.

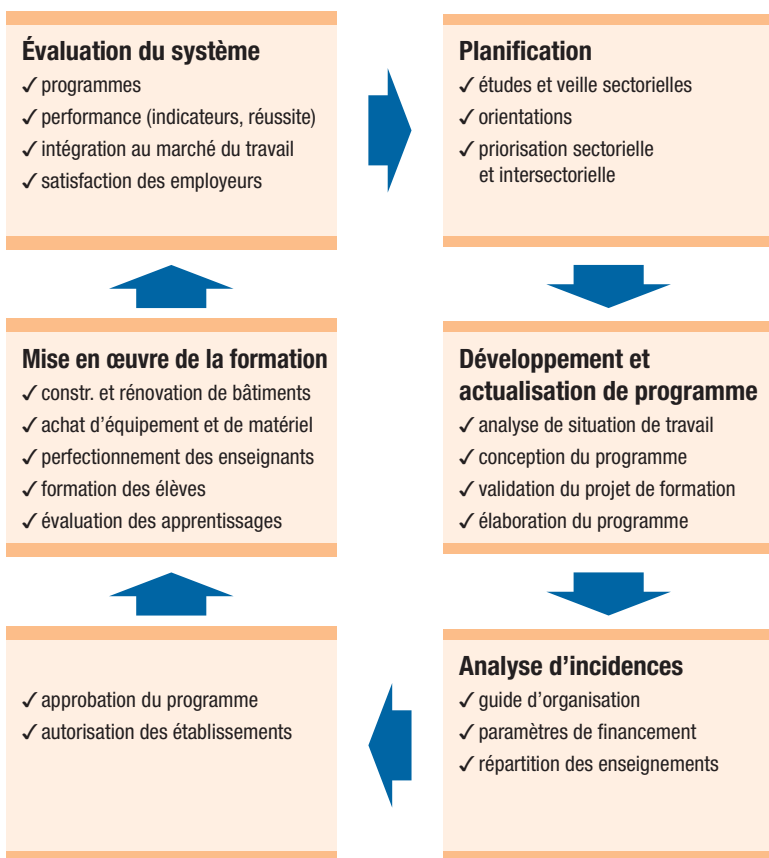
En outre, en 1993-1994, le renouveau collégial a permis d'étendre l'approche par compétences à la formation technique.

La gestion des programmes de formation professionnelle et technique

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport oriente et soutient le développement de la formation professionnelle et technique en assurant une gestion intégrée des programmes d'études, l'organisation de l'offre de services et l'accessibilité à la formation. Son action se traduit par l'organisation scolaire, physique et matérielle de l'enseignement, l'établissement des programmes d'études, la délivrance des diplômes et le financement des activités de formation.

Le processus d'élaboration des programmes d'études professionnelles et techniques comprend les étapes de planification, de conception, de production, d'application, de suivi et d'évaluation.

Cycle de gestion



Le partenariat

Outre le secteur public, soit les commissions scolaires, les cégeps et les écoles gouvernementales, ainsi que le secteur privé, plusieurs partenaires s'associent au Ministère dans la planification et l'organisation de l'offre de formation professionnelle et technique au Québec. Ainsi, différents ministères et organismes à vocation sectorielle y participent activement. L'organisme Emploi-Québec, par exemple, est responsable, entre autres, de l'estimation des besoins de main-d'œuvre de même que de la gestion et de l'application du régime d'apprentissage. Ses travaux liés à la connaissance du marché du travail et aux prévisions des besoins de main-d'œuvre sont essentiels à la planification de l'offre québécoise de formation professionnelle et technique. Ils se trouvent notamment à la base du modèle d'adéquation entre la formation et l'emploi utilisé par le Ministère afin de déterminer la répartition de son offre de formation. En outre, une trentaine de comités sectoriels mis en place par Emploi-Québec collaborent étroitement à la définition des besoins en ce qui concerne les compétences de la main-d'œuvre ainsi qu'à la mise en œuvre du régime d'apprentissage. La Commission de la construction du Québec joue, elle aussi, un rôle majeur dans le développement de la formation professionnelle et technique en raison de son mandat qui consiste à coordonner la mise en œuvre d'un régime de formation correspondant aux besoins et à la réalité de l'industrie de la construction.

De leur côté, les entreprises occupent une place de choix dans l'organisation de la formation professionnelle et technique au Québec. Elles participent à toute une gamme d'enquêtes et d'études nécessaires à la révision et à l'élaboration des programmes d'études. Elles sont associées au processus d'analyse de situation de travail (AST) par la désignation de spécialistes des différents métiers, appelés à déterminer les compétences et les attitudes requises sur le marché du travail. De plus, les entreprises accueillent des élèves en cours de formation dans le cadre de stages traditionnels ou suivis selon la formule de l'alternance travail-études ou encore par la voie de l'apprentissage d'un métier en milieu de travail avec l'aide d'un compagnon.

Enfin, le Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT), composé de représentants des employeurs, des centrales syndicales, des commissions scolaires, des cégeps, des établissements d'enseignement privés et d'Emploi-Québec, exerce un rôle conseil auprès du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour toute question touchant les grands enjeux de la formation professionnelle et technique ainsi que les orientations et les développements relatifs à l'offre de services.

2 Offre de formation

La grande diversité des programmes de formation

Près de 300 programmes de formation professionnelle ou technique permettent de répondre aux besoins des entreprises et des individus. Ces programmes d'études sont tous élaborés selon l'approche par compétences. Les programmes sont répartis entre 21 secteurs de formation et couvrent l'ensemble des professions qui nécessitent une formation professionnelle ou technique. Plus spécifiquement, on compte 142 programmes menant à un diplôme d'études professionnelles, 115 programmes permettant d'obtenir un diplôme d'études collégiales et 25 programmes conduisant à une attestation de spécialisation professionnelle. Parallèlement à cela, les commissions scolaires offrent 23 attestations d'études professionnelles différentes et les cégeps, plus de 1 400 attestations d'études collégiales. Les programmes menant à un DEP ont une durée habituelle de 600 à 1 800 heures, dispensées sur une période de un à deux ans alors que les programmes conduisant à une ASP ou à une AEP durent moins d'un an. Enfin, les programmes menant à un DEC durent trois ans, alors que ceux qui visent l'AEC ont une durée variable, soit de quelques mois à plus d'un an.

Répartition des programmes d'études selon la filière et le secteur de formation. Formation professionnelle et technique (Ensemble du Québec, 2007-2008)

	DEP	ASP	DEC	Total
Administration, commerce et informatique	5	5	5	15
Agriculture et pêches	14	1	9	24
Alimentation et tourisme	7	3	5	15
Arts	5	1	10	16
Bâtiment et travaux publics	24	2	6	32
Bois et matériaux connexes	6	1	1	8
Chimie et biologie	1	-	5	6
Communication et documentation	4	-	11	15
Cuir, textile et habillement	8	-	5	13
Électrotechnique	8	1	6	15
Entretien d'équipement motorisé	9	2	2	13
Environnement et aménagement du territoire	1	-	4	5
Fabrication mécanique	9	4	7	20
Foresterie et papier	8	-	3	11
Mécanique d'entretien	6	3	1	10
Métallurgie	8	1	1	10
Mines et travaux de chantier	8	-	3	11
Santé	5	-	20	25
Services sociaux, éducatifs et juridiques	2	-	8	10
Soins esthétiques	2	1	-	3
Transport	2	-	3	5
Total	142	25	115	282

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Direction générale de la formation professionnelle et technique (DGFP), Direction de la gestion stratégique de l'offre de formation (DGSOF), 2008.

Une offre de formation répartie sur tout le territoire

L'ensemble du territoire habité du Québec est couvert par un dispositif de formation professionnelle et technique accessible. Sur le plan de la formation professionnelle, 70 commissions scolaires, dont 9 anglophones, gèrent 175 centres de formation. À cela s'ajoutent 3 établissements gouvernementaux et 34 établissements privés. La formation technique, de son côté, est assurée par 52 cégeps, 4 établissements gouvernementaux et 16 établissements privés agréés aux fins de subvention offrant des DEC ainsi que 33 établissements privés non subventionnés offrant essentiellement des AEC.

Distribution régionale des autorisations de dispenser les programmes de formation professionnelle (DEP, ASP) et technique (DEC) en fonction du nombre d'organismes (commissions scolaires, cégeps, établissements privés, écoles gouvernementales) (Ensemble du Québec, année scolaire 2007-2008)

	Région administrative	Formation professionnelle				Formation technique			
		Autorisations		Nombre d'organismes	Autorisations		Nombre d'organismes		
		Totales ¹	Différentes ²		Totales ¹	Différentes ²			
01	Bas-Saint-Laurent	76	57	4	55	42	5		
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	90	70	4	51	39	4		
03	Capitale-Nationale	157	112	13	80	54	8		
04	Mauricie	60	56	4	44	36	4		
05	Estrie	101	80	6	31	28	3		
06	Montréal	262	162	16	187	77	19		
07	Outaouais	81	71	6	33	25	4		
08	Abitibi-Témiscamingue	58	53	5	15	15	1		
09	Côte-Nord	32	26	2	14	11	2		
10	Nord-du-Québec	53	39	3	-	-	-		
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	46	37	5	12	12	1		
12	Chaudière-Appalaches	83	55	4	33	23	3		
13	Laval	66	64	3	19	19	1		
14	Lanaudière	51	45	4	20	18	3		
15	Laurentides	78	60	5	27	25	2		
16	Montérégie	234	113	18	79	40	8		
17	Centre-du-Québec	65	54	7	19	16	3		

1. Nombre total d'autorisations de programmes par région. Un même programme peut être compté plus d'une fois s'il est dispensé par plusieurs organismes dans une même région.

2. Nombre de programmes différents autorisés par région. Les programmes ne sont comptés qu'une seule fois dans une région même s'ils sont offerts par plus d'un organisme.

Source : MELs, DGFP, DGSO, 2008.

Les investissements et les coûts de formation

Les investissements nécessaires au système de formation professionnelle et technique se chiffrent à plus de un milliard de dollars canadiens par année, dont près de 100 millions sont destinés essentiellement à l'équipement et aux immobilisations. Pour l'année 2006-2007, on évalue à 1,5 milliard de dollars la somme investie. Près de 60 % de cette somme (864,6 millions \$) était destinée à la formation technique. Le gouvernement québécois assume pratiquement la totalité du financement du système de formation, le milieu du travail n'y contribuant que de façon marginale. Cette situation contraste avec celle des provinces et des états limitrophes, l'Ontario et les États-Unis par exemple, qui financent moins de la moitié de leur système en raison de la participation plus élevée des élèves et des entreprises.

Selon les estimations du Ministère, en 2001, il en coûtait annuellement 7 519 \$ pour un élève du secondaire, 10 711 \$ pour un élève de la formation collégiale préuniversitaire, 14 556 \$ pour un élève de la formation technique et 17 491 \$ pour un étudiant ou une étudiante à l'université. Du côté de la formation professionnelle au secondaire, on évalue à plus de 10 000 \$ les coûts annuels moyens d'un élève. Les coûts relatifs à la formation d'une personne diplômée varient beaucoup selon les investissements nécessaires à chaque programme et la durée de celui-ci. Par exemple, ils vont de 12 000 \$ pour un ou une commis-comptable, un coiffeur ou une coiffeuse et un ou une secrétaire à 30 000 \$ pour un infirmier ou une infirmière auxiliaire et à plus de 40 000 \$ pour un opérateur ou une opératrice d'engins de chantier. Ces estimations ne tiennent évidemment pas compte de l'ensemble des coûts de formation depuis l'enseignement primaire. En effet, on évalue ces coûts à plus de 140 000 \$ dans le cas d'une personne diplômée de l'enseignement collégial et à près de 180 000 \$ lorsqu'il s'agit d'un bachelier ou d'une bachelière.

Immobilisations et équipement. Formation professionnelle (FP) et formation technique (FT) (Ensemble du Québec, de 2003-2004 à 2007-2008 [en millions de dollars canadiens])

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total
Immobilisations						
FP	57,32	12,50	42,46	51,32	39,24	202,84
FT	43,57	4,80	18,45	13,37	16,04	96,23
Sous-total	100,89	17,3	60,91	64,69	55,28	299,07
Équipements						
FP	7,24	0,00	6,81	1,23	6,54	21,82
FT*	33,86	13,80	42,90	26,43	26,40	143,39
Sous-total	41,10	13,80	49,71	27,66	32,94	165,21
Total	141,99	31,10	110,62	92,35	88,22	464,28

* : Estimation du coût à partir des investissements totaux dans les collèges.

Source : MELS, Direction de la gestion sectorielle des ressources (DGSR), 2008.

Des voies de formation diversifiées

Afin de faciliter l'accès aux études professionnelles chez les jeunes, différentes voies de formation ont été implantées au cours des dernières années.

- Des activités d'exploration professionnelle permettent ainsi à des élèves de la formation générale des jeunes au secondaire d'explorer un ou plusieurs programmes de formation professionnelle et de vérifier leurs goûts et intérêts pour cette filière de formation. Depuis 1995-1996, le nombre d'élèves inscrits dans cette voie de formation est passé de 700 à plus de 22 000 annuellement.
- De son côté, la voie de la concomitance permet aux élèves de s'inscrire à un programme de formation professionnelle même s'ils n'ont pas encore obtenu les unités de 4^e ou de 5^e secondaire requises pour y accéder. Ils doivent cependant avoir réussi au moins les unités de 3^e secondaire dans les trois matières de base et devront obtenir les unités manquantes durant leur formation professionnelle afin de respecter les conditions d'admission et, ainsi, obtenir leur diplôme d'études professionnelles. Un élève inscrit en formation professionnelle a également la possibilité d'acquies en concomitance les unités de formation générale requises pour obtenir, en plus du DEP, le diplôme d'études secondaires (DES). Depuis 1996-1997, le nombre d'élèves inscrits dans cette voie de formation est passé de moins de 100 à plus de 1 100 annuellement.
- De nombreux efforts sont consacrés à la création de passerelles entre la formation professionnelle et la formation technique. Ainsi, plusieurs programmes d'études apparentés font maintenant partie de parcours de continuité de formation. Ceux-ci permettent de favoriser l'accessibilité à l'enseignement collégial, de faciliter les cheminements scolaires entre les deux ordres d'enseignement et de valoriser la formation professionnelle et technique. Présentement, plus de 22 parcours de continuité de formation sont en voie de développement ou de mise en œuvre et on prévoit qu'en 2008-2009, une dizaine d'autres parcours s'ajouteront.
- Depuis le 1^{er} juillet 2008, l'attestation de formation professionnelle (AFP) qui préparait à l'exercice d'un métier semi-spécialisé a été remplacée par le certificat de formation à un métier semi-spécialisé (CFMS). Plus de 2 100 élèves s'inscrivaient chaque année à l'une ou l'autre des 200 attestations de formation professionnelle offertes. Ce nouveau certificat est offert aux jeunes dans le cadre du Parcours de formation axée sur l'emploi et les personnes fréquentant l'éducation des adultes y ont aussi accès.

La reconnaissance des acquis et des compétences

Le Ministère soutient le dossier de la reconnaissance des acquis et des compétences depuis de nombreuses années. Ces compétences peuvent avoir été acquises en milieu scolaire au Québec comme à l'étranger, en milieu de travail ou encore dans la vie en général. En plus de poursuivre le développement d'instruments d'évaluation fiables, souples et rigoureux, le Ministère s'est employé à soutenir le réseau de l'éducation grâce à différentes actions telles la révision des règles budgétaires et du mode d'allocation et d'encadrement réglementaire, le perfectionnement des ressources humaines, et la mise en place de structures de services intégrés dans les régions du Québec. C'est ainsi que depuis 2005, un montant annuel de près de 2 M\$ a été investi dans toutes les régions du Québec afin de garantir à la population adulte l'accès à des services de reconnaissance officielle pour qu'elle puisse soit intégrer le marché du travail soit poursuivre ses études. Le Ministère finance également les formations d'appoint exigées par les ordres professionnels après une démarche de reconnaissance des acquis et des compétences.

Au total, en 2006-2007, 8 686 personnes de langue française et 904 de langue anglaise se sont prévaluées du test de développement général (TDG) aux fins d'admission en formation professionnelle tandis que 3 656 adultes ont pu profiter des services de reconnaissance des acquis et des compétences en relation avec les programmes de formation professionnelle et technique. Ceci représente une hausse de plus de 12 % par rapport à l'année précédente. En formation professionnelle, la reconnaissance des acquis a touché 84 programmes d'études dans 48 commissions scolaires et, en formation technique, 83 programmes d'études dans 40 cégeps.

Services dispensés et population touchée en reconnaissance des acquis et des compétences (Ensemble du Québec, de 2002-2003 à 2006-2007)

Année	Formation professionnelle		Formation technique	
	Nombre de clients	Nombre de commissions scolaires	Nombre de clients	Nombre de cégeps
2002-2003	1 004	33	1 616	29
2003-2004	1 301	37	1 702	38
2004-2005	1 503	38	1 664	36
2005-2006	1 415	42	1 838	41
2006-2007	1 813	48	1 843	40

Source : MELS, Direction de la formation continue et du soutien (DFCS), Direction générale du financement et de l'équipement (DGFE), Direction des systèmes et du contrôle (DSC), 2008.

Une aide financière importante

Un programme de prêts et de bourses permet aux élèves de la formation professionnelle et technique de bénéficier d'un soutien financier pour leurs études. Au trimestre d'automne 2006, 23 % des élèves de la formation professionnelle et 33 % de ceux et celles de la formation technique ont reçu un prêt tandis que 17 % des élèves de la formation professionnelle et 21 %

des élèves de la formation technique ont bénéficié d'une bourse d'études. En 2006-2007, la formation professionnelle a reçu 16 % de l'ensemble des prêts accordés dans tout le réseau et la formation technique, 19 %. Sur le plan des bourses, la formation professionnelle a reçu 17 % du total et la formation technique, 20 %.

Répartition des sommes accordées sous la forme de prêts et bourses selon le type de formation (Ensemble du Québec, de 2002-2003 à 2006-2007 [en millions de dollars canadiens])

	Prêts						Bourses					
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Total	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Total
Formation professionnelle	38,9	45,5	88,5	77,1	68,2	318,2	41,8	45,3	46,9	49,9	59,3	243,2
Enseignement collégial	92,6	90,7	145,9	123,1	109,6	561,9	74,6	74,4	74,7	78,6	89,2	391,5
Formation générale	22,7	22,6	35,0	30,1	27,5	137,9	15,5	15,4	14,1	16,4	19,8	81,2
Formation technique	69,9	68,1	110,9	93,1	82,1	424,1	59,1	59,0	66,6	62,2	69,5	316,4
Enseignement universitaire	186,2	198,5	367,0	275,4	238,3	1 265,4	175,6	195,2	160,9	173,9	203,8	909,4
Autres établissements et programmes	27,5	20,7	30,2	20,6	21,1	120,1	-	-	-	-	-	-
Total	345,2	355,4	631,6	496,2	437,2	2 265,6	292,4	315,2	282,9	302,7	352,6	1 545,8
Frais d'intérêts sur les prêts	39,4	46,3	40,0	57,4	74,2	257,3	-	-	-	-	-	-

Données préliminaires pour 2006-2007.

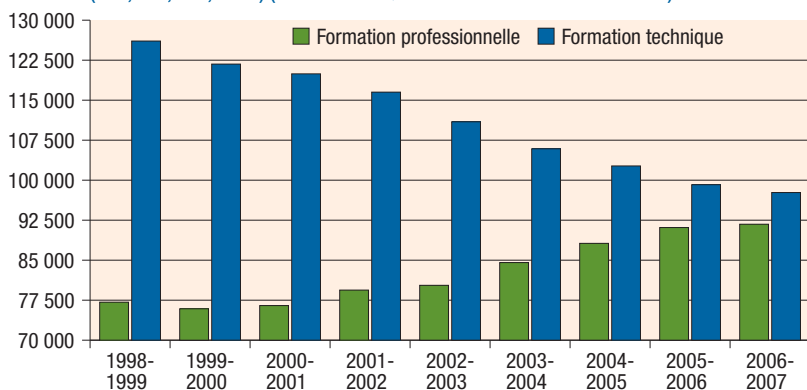
Source : MELIS, Aide financière aux études. Rapport 2006-2007. Données préliminaires du 25 avril 2008.

3 Fréquentation scolaire

Les inscriptions et la diplomation

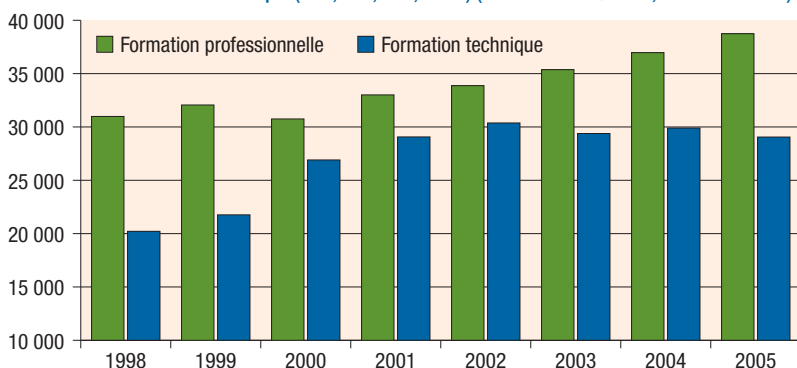
Le nombre d'élèves inscrits aux différents programmes de formation professionnelle et technique au Québec s'élève à près de 190 000 annuellement. Plus de 38 000 diplômes sont délivrés chaque année en formation professionnelle (DEP, ASP et AFP) et près de 30 000 en formation technique (DEC, AEC, CEC et DPEC). Par comparaison, le Ministère remet annuellement quelque 68 000 diplômes en formation générale au secondaire et environ 23 000 en formation préuniversitaire au collégial. Par contre, un peu moins de trois personnes sur dix qui quittent le système scolaire québécois chaque année n'ont pas de préparation professionnelle ou technique spécifique pour leur intégration au marché du travail, 14 % n'ont obtenu aucun diplôme et 13 % n'ont qu'un diplôme de la formation générale au secondaire ou au collégial.

Évolution de l'effectif total en formation professionnelle (DEP, ASP, AFP) et technique (DEC, AEC, CEC, DPEC) (Ensemble du Québec de 1998-1999 à 2006-2007)



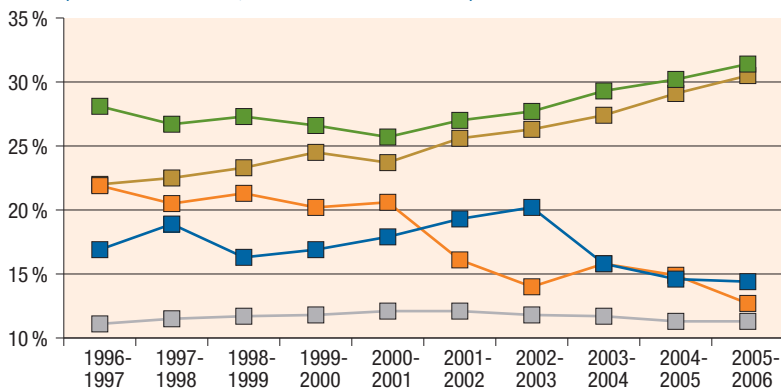
Source : MELS, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs (DRSI), graphique DGSOF, 2008.

Évolution du nombre de diplômes délivrés en formation professionnelle (DEP, ASP, AFP) et en formation technique (DEC, AEC, CEC, DPEC) (Ensemble du Québec, de 1998 à 2005)



Source : MELS, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs (DRSI), graphique DGSOF, 2008.

Répartition des sortants de l'enseignement selon le plus haut diplôme obtenu (Ensemble du Québec, de 1996-1997 à 2005-2006)



Source : MELS, Indicateurs de l'éducation, éditions 2000, 2002, 2004, 2005, 2007 et 2008, DRSI, tableau 5,1.

- Aucun diplôme
- Diplôme en FT
- Diplôme en FP
- Diplôme universitaire
- Formation générale (DES, DEC)

Les effectifs en formation professionnelle suivent une tendance à la hausse depuis quelques années alors qu'en formation technique, ils diminuent. De 2000-2001 à 2006-2007, les effectifs totaux de la formation professionnelle ont augmenté de 20 % et ils ont décliné de 18 % en formation technique. Les secteurs de formation Bâtiment et travaux publics, Santé ainsi que Administration, commerce et informatique expliquent en grande partie la hausse des inscriptions en formation professionnelle. En formation technique, par contre, n'eût été de la bonne performance des secteurs Santé, Services sociaux, éducatifs et juridiques et Bâtiment et travaux publics, la baisse aurait été beaucoup plus prononcée. Notons que les secteurs Foresterie et papier, Électrotechnique, Métallurgie et Bois et matériaux connexes en formation technique ont particulièrement été touchés par les baisses du nombre d'inscriptions.

Les effectifs scolaires de la formation professionnelle et technique varient beaucoup d'une région à l'autre. Malgré la hausse des effectifs en formation professionnelle au Québec, 4 régions sur 17 ont connu une diminution de leur nombre d'élèves, diminution somme toute minime. Par contre, parmi les régions ayant connu une hausse de leurs effectifs, 7 sur 13 ont enregistré une progression supérieure à la moyenne. Quant à la baisse des effectifs en formation technique, elle touche toutes les régions du Québec. Dans 10 régions, la baisse a été supérieure à la moyenne.

Au Québec, 71 programmes d'études de la formation professionnelle sont offerts en langue anglaise et on y comptait près de 5 800 élèves dans les filières menant au DEP et à l'ASP en 2006-2007. En ce qui concerne les DEC en formation technique, 5 cégeps anglophones et 4 cégeps bilingues offraient 49 programmes d'études en langue anglaise. En 2006-2007, 6 833 élèves y étaient inscrits à temps plein.

Évolution des effectifs en formation professionnelle et en formation technique selon la région administrative (Ensemble du Québec, variation de 2003-2004 à 2006-2007)

	Formation professionnelle ¹					Formation technique ²				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Variation 2003-2004/2006-2007	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Variation 2003-2004/2006-2007
Abitibi-Témiscamingue	1 793	1 714	1 925	1 956	9,1%	1 483	1 468	1 270	1 246	-16,0%
Bas-Saint-Laurent	2 639	2 621	2 711	2 660	0,8%	4 899	4 798	4 610	4 644	-5,2%
Capitale-Nationale	10 005	10 605	11 828	10 719	7,1%	13 516	13 207	12 562	12 469	-7,7%
Centre-du-Québec	1 966	2 049	2 077	2 040	3,8%	2 154	2 071	2 108	1 814	-15,8%
Chaudière-Appalaches	4 377	4 553	4 483	4 769	9,0%	3 672	3 435	3 496	3 251	-11,5%
Côte-Nord	796	814	899	970	21,9%	914	854	775	741	-18,9%
Estrie	3 477	3 574	3 676	3 680	5,8%	4 125	4 134	4 019	4 164	0,9%
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 128	1 127	1 124	1 089	-3,5%	816	691	741	637	-21,9%
Lanaudière	2 070	2 164	2 409	2 816	36,0%	1 997	2 053	2 069	2 079	4,1%
Laurentides	5 810	5 966	5 559	5 707	-1,8%	4 251	4 080	3 932	3 844	-9,6%
Laval	5 304	6 152	6 153	5 557	4,8%	3 612	3 553	3 310	3 581	-0,9%
Mauricie	3 288	3 291	3 357	3 401	3,4%	4 675	4 437	4 262	4 126	-11,7%
Montréal	10 250	11 065	11 745	12 359	20,6%	11 935	10 857	10 064	10 005	-16,2%
Montréal	23 529	24 283	25 155	25 920	10,2%	38 850	37 977	37 358	36 666	-5,6%
Nord-du-Québec	381	358	420	479	25,7%	64	61	54	38	-40,6%
Outaouais	2 911	3 011	2 874	2 852	-2,0%	2 545	2 636	2 564	2 522	-0,9%
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 828	4 809	4 723	4 769	-1,2%	6 380	6 360	5 960	5 854	-8,2%
Ensemble du Québec	84 552	88 156	91 118	91 743	8,5%	105 888	102 672	99 154	97 681	-7,8%

Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

1. Filières régulières seulement (diplôme d'études professionnelles, certificat d'études professionnelles, attestation de spécialisation professionnelle et attestation de formation professionnelle).

2. L'effectif scolaire comprend les élèves inscrits aux programmes suivants : DEC; diplôme d'études collégiales; AEC; attestation d'études collégiales; CEC; certificat d'études collégiales; DPEC; diplôme de perfectionnement de l'enseignement collégial.

Source : MELs. Données diverses sur la formation professionnelle et technique, DRSI, novembre 2007.

La distribution des effectifs selon l'âge et le sexe

En formation professionnelle, les hommes sont plus nombreux (56 %) que les femmes. La situation est différente en formation technique, où la proportion de femmes est plus élevée (60 %). Les femmes sont concentrées dans un nombre restreint de secteurs de formation. Ainsi, en formation professionnelle, plus de 4 femmes sur 5 (82 %) étudient dans les secteurs Administration, commerce et informatique (34 %), Santé (29 %), Soins esthétiques (12 %) ou Alimentation et tourisme (7 %). En formation technique, près de 3 femmes sur 4 (74 %) se trouvent dans les secteurs Administration, commerce et informatique (18 %), Santé (25 %) ou Services sociaux, éducatifs et juridiques (30 %).

Les dix programmes les plus fréquentés en formation professionnelle (DEP, ASP) et technique (DEC). Inscriptions totales à temps plein (Ensemble du Québec, 2006-2007)

		Effectifs totaux en 2006-2007		
		Femmes	Hommes	Total
Programmes de formation professionnelle				
528799	Santé, assistance et soins infirmiers	4 954	701	5 655
521299	Secrétariat	4 230	41	4 271
523199	Comptabilité	3 536	712	4 248
529899	Mécanique automobile	154	3 374	3 528
526499	Lancement d'une entreprise	1 807	1 373	3 180
529599	Électricité	86	2 900	2 986
531999	Charpenterie-menuiserie	83	2 749	2 832
519599	Soudage-montage	181	2 239	2 420
531699	Assistance à la personne en établissement de santé	2 034	331	2 365
528199	Électromécanique de systèmes automatisés	87	1 892	1 979
Programmes de formation technique				
180.A0	Soins infirmiers	7 564	1 074	8 638
410.B0	Techniques de comptabilité et de gestion	2 706	2 315	5 021
351.A0	Techniques d'éducation spécialisée	3 663	492	4 155
420.A0	Techniques de l'informatique	187	2 992	3 179
322.A0	Techniques d'éducation à l'enfance	3 032	67	3 099
410.D0	Gestion de commerces	1 234	1 755	2 989
310.A0	Techniques policières	925	1 637	2 562
388.A0	Techniques de travail social	1 973	320	2 293
241.A0	Techniques de génie mécanique	71	1 616	1 687
243.06	Technologie de l'électronique industrielle	65	1 593	1 658

Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

Source: MELS, DGFPT, DGSO, 2008.

Les dix programmes les plus fréquentés par les femmes en formation professionnelle (DEP, ASP) et technique (DEC). Inscriptions totales à temps plein (Ensemble du Québec, 2006-2007)

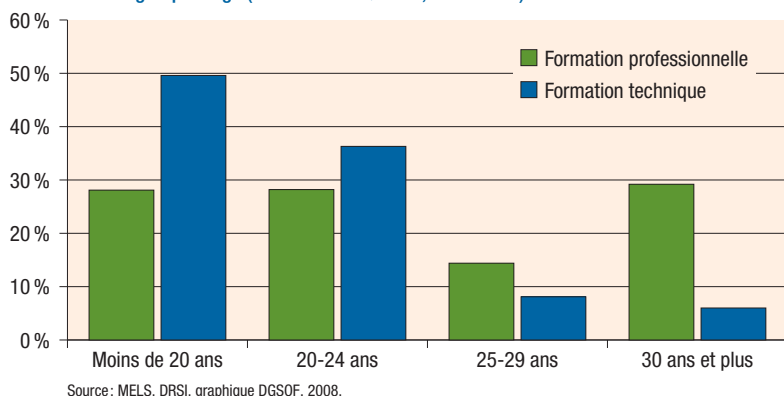
		Effectifs totaux en 2006-2007		
		Femmes	Hommes	Total
Programmes de formation professionnelle				
528799	Santé, assistance et soins infirmiers	4 954	701	5 655
521299	Secrétariat	4 230	41	4 271
523199	Comptabilité	3 536	712	4 248
531699	Assistance à la personne en établissement de santé	2 034	331	2 365
524599	Coiffure	1 905	55	1 960
526499	Lancement d'une entreprise	1 807	1 373	3 180
503599	Esthétique	1 564	4	1 568
514499	Assistance dentaire	895	10	905
531199	Cuisine	867	974	1 841
500599	Décoration intérieure et étalage	818	33	851
Programmes de formation technique				
180.A0	Soins infirmiers	7 564	1 074	8 638
351.A0	Techniques d'éducation spécialisée	3 663	492	4 155
322.A0	Techniques d'éducation à l'enfance	3 032	67	3 099
410.B0	Techniques de comptabilité et de gestion	2 706	2 315	5 021
388.A0	Techniques de travail social	1 973	320	2 293
570.E0	Techniques de design d'intérieur	1 260	71	1 331
410.D0	Gestion de commerces	1 234	1 755	2 989
310.C0	Techniques juridiques	988	205	1 193
145.A0	Techniques de santé animale	960	72	1 032
310.A0	Techniques policières	925	1 637	2 562

Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

Source: MELS, DGFPT, DGSOF, 2008.

Globalement, les élèves sont plus jeunes en formation technique qu'en formation professionnelle. En effet, plus de 85 % des élèves inscrits dans la filière du DEC de la formation technique sont âgés de moins de 25 ans, alors que cette proportion n'est que légèrement supérieure à 55 % en formation professionnelle. On note d'ailleurs qu'un peu moins du tiers des élèves de la formation professionnelle sont âgés de 30 ans ou plus. La formation professionnelle au Québec apparaît ainsi comme une voie de formation plus fréquentée par une clientèle d'adultes que par une clientèle de jeunes. Dans les programmes menant à l'AEC, par contre, près de la moitié de la clientèle est âgée de 30 ans et plus et les jeunes de moins de 20 ans ne comptent que pour moins de 6 % des effectifs.

Répartition des inscriptions en formation professionnelle (DEP, ASP) et technique (DEC) selon le groupe d'âge (Ensemble du Québec, 2006-2007)



De manière générale, on constate que, selon l'âge, les jeunes sont proportionnellement plus nombreux à s'inscrire au DEC de la formation technique au collégial qu'en formation professionnelle au secondaire. Jusqu'à l'âge de 20 ans, ils sont nettement plus nombreux en formation générale des adultes qu'en formation professionnelle et ce n'est qu'à partir de 25 ans que l'on fréquente plus la formation professionnelle que la formation technique.

Près de 60 % des élèves arrivant en formation professionnelle possèdent déjà un diplôme du secondaire. Cette proportion est inversement proportionnelle à l'âge de l'élève. Les deux tiers des élèves (67 %) de moins de 20 ans ont déjà un diplôme du secondaire à leur arrivée en formation professionnelle alors que 64 % des élèves âgés de 20 à 24 ans et 51 % des élèves plus âgés en possèdent un.

Taux de fréquentation scolaire selon l'âge (Ensemble du Québec, 2000-2001 [en %])

Âge	Secondaire			Collégial		Université	Total
	Formation générale des jeunes	Formation générale des adultes	Formation professionnelle	Formation préuniversitaire	Formation technique		
16	87,9	5,3	1,1	1,9	-	-	96,6
17	25	14,3	6,1	27,3	12,7	0,5	85,8
18	5,3	15,3	9,6	27,3	16,8	2,9	77,2
19	1	11,5	9,1	13,6	18	14	67,2
20	0,5	8,1	7,3	5,4	13,5	21	55,8
21	0,1	6,4	5,8	2,6	9,7	24,4	49
22	-	5,2	4,8	1,3	6,9	23,6	41,8
23	-	4,4	3,8	0,7	5	19,1	33
24	-	3,8	3,4	0,4	3,9	14,6	26,1
25 à 29	-	3	2,4	0,2	2,3	8,6	16,5
30 et +	-	1	0,7	0	0,5	1,5	3,8

Source : MEQ, DRSI, *Le cheminement des élèves, du secondaire à l'entrée à l'université*. Annexe 2, 2004.

La réussite scolaire

Depuis quelques années, les commissions scolaires, les cégeps et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport se sont engagés dans une vaste opération visant à augmenter la réussite éducative. Dans l'ensemble des programmes menant à l'obtention d'un DEP, le taux de diplomation dépasse les 70 %. Cette situation cache tout de même des écarts importants puisque les élèves inscrits à temps plein ont un taux de diplomation de plus de 85 %. Par contre, au DEC de la formation technique, le taux de diplomation est légèrement supérieur à 60 %. Il dépasse 33 % lorsque le délai prévu par le programme (3 ans) est respecté pour passer à environ 55 % après 5 ans.

Proportion des élèves de la formation professionnelle au secondaire terminant leurs études avec un diplôme¹, selon le sexe, la catégorie et l'année de la dernière inscription (en %)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1999-2000	2004-2005	2005-2006 ^e
Sexe masculin							
PL ou DEP ²	57,1	58,3	60,0	67,7	63,9	71,0	70,4
Temps plein ³	51,8	51,4	81,1	79,5	81,6	84,7	85,2
Sexe féminin							
PL ou DEP ²	65,5	69,5	50,3	64,5	70,2	75,2	74,6
Temps plein ³	61,3	62,0	80,0	78,3	82,4	86,9	86,8
Ensemble							
PL ou DEP ²	61,7	64,1	54,4	66,1	66,6	72,8	72,2
Temps plein ³	56,3	56,6	80,6	78,9	82,0	85,7	85,9

e: Estimations.

1. Tous les diplômes du secondaire sont considérés.

2. En 1980-1981 et 1985-1986, ce sont les inscriptions au professionnel long (PL) du secteur des jeunes qui sont examinées. Depuis 1988-1989, ce sont celles du diplôme d'études professionnelles (DEP) des secteurs des jeunes et des adultes qui sont considérées.

3. Le temps plein désigne les inscriptions à 270 heures ou plus de cours par année.

Source: MELs. *Indicateurs de l'éducation; édition 2008, version préliminaire*. DRSI, tableau 3.2.

Proportion des élèves de la formation technique terminant leurs études avec un DEC, selon l'année de la dernière inscription au collégial à l'enseignement ordinaire, le sexe, le type de formation initiale et le temps écoulé¹ depuis le début des études (en %)

	1980-1981	1990-1991	1995-1996	1999-2000	2004-2005	2005-2006 ^e
Ensemble des sexes						
Même type de formation initiale						
3 ans ou moins ¹	n.d.	29,6	26,8	31,6	34,3	33,3
5 ans ou moins ¹	n.d.	51,1	47,8	52,4	55,9	54,0
Toutes les durées	n.d.	56,6	53,1	57,6	62,7	61,3
Autre type de formation initiale ²						
Toutes les durées	n.d.	64,4	55,7	57,8	62,6	62,1
Tous les types de formation initiale - toutes les durées						
Ensemble des sexes	59,0	58,6	53,9	57,7	62,8	61,6
Sexe masculin	53,9	54,7	46,1	50,1	55,5	53,4
Sexe féminin	63,0	61,3	60,9	64,6	68,5	67,8

e: Estimations.

n.d.: Données non disponibles

1. Le temps écoulé depuis la première inscription n'est pas nécessairement égal à la durée des études, puisque des absences peuvent s'insérer entre le début et la fin des études.

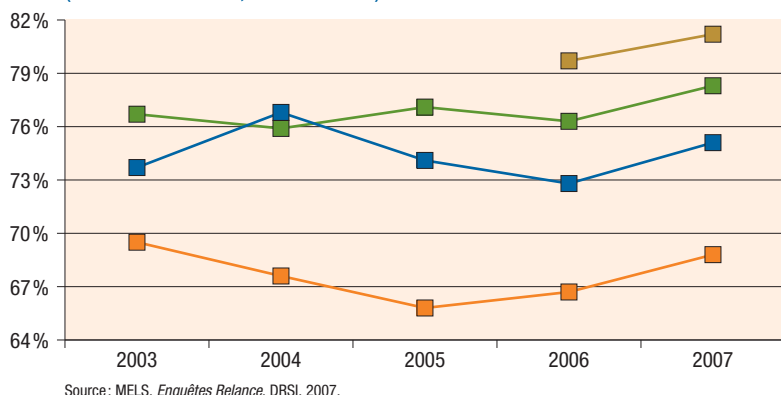
2. Jusqu'en 1993-1994, cette catégorie désigne les élèves qui avaient commencé leurs études en formation préuniversitaire. Ce n'est qu'à compter de 1994-1995 que des élèves de la formation technique ont terminé leurs études (avec ou sans diplôme) après les avoir commencées en accueil et intégration l'année précédente.

Source: MELs. *Indicateurs de l'éducation; édition 2008, version préliminaire*. DRSI, tableau 3.4.

4 Insertion au marché du travail

Une intégration durable au marché du travail constitue l'objectif principal du système québécois de formation professionnelle et technique. Un an après la fin de leurs études, à peu près les trois quarts des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique occupent un emploi. Dans plus de 85 % des cas, cet emploi est à temps plein. En outre, on observe que le taux de chômage varie selon la filière, bien qu'on constate, depuis quelques années, une tendance à la baisse. De plus, les titulaires d'un DEC ont de plus en plus tendance à poursuivre leurs études une fois leur diplôme obtenu. Ainsi, de 2000 à 2007, la proportion de ces personnes qui continuent leurs études est passée de 19,6 % à 26,5 %. Quant aux personnes diplômées de la formation professionnelle, elles sont, en proportion, moins nombreuses à poursuivre leurs études puisque moins de 10 % d'entre elles le font.

Évolution du taux d'emploi des personnes diplômées selon la filière de formation
(Ensemble du Québec, de 2003 à 2007)

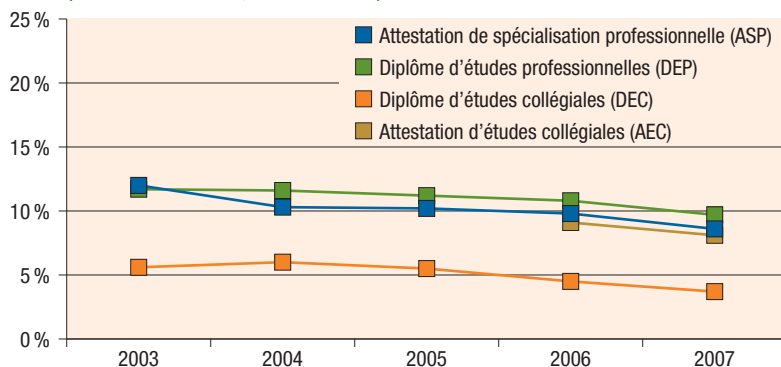


- Attestation de spécialisation professionnelle (ASP)
- Diplôme d'études collégiales (DEC)
- Diplôme d'études professionnelles (DEP)
- Attestation d'études collégiales (AEC)

Les titulaires d'une AEC connaissent un taux d'emploi de plus de 80 % (81,2 %) une année après la fin de leur formation. Moins de 7 % d'entre eux poursuivent des études après la fin de leur formation. Plus de 86 % des titulaires d'une AEC en emploi travaillent à temps plein et, dans les trois quarts des cas, cet emploi est lié à leur formation.

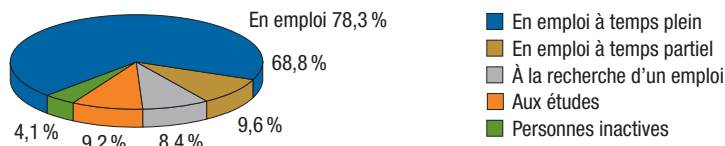
Bien que le taux de chômage des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique se compare avantageusement à celui de l'ensemble de la population du Québec, toute comparaison demeure délicate puisque la population active en général est très hétérogène, que sa structure diffère de celle des personnes diplômées et que les bases des deux enquêtes sont fort différentes. Toutefois, à titre indicatif, mentionnons que les dernières enquêtes Relance indiquent un taux de chômage de 9,7 % pour les titulaires d'un DEP, de 8,6 % pour les titulaires d'une ASP, de 3,7 % pour les titulaires d'un DEC et de 8,1 % pour les titulaires d'une AEC. À la même période, en mars 2007, le taux de chômage était, selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, de 8,2 % pour l'ensemble de la population active du Québec, de 13,1 % pour les personnes âgées de 15 à 24 ans et de 7,4 % pour les personnes du groupe d'âge des 25 à 44 ans.

Évolution du taux de chômage des personnes diplômées selon la filière de formation (Ensemble du Québec, de 2003 à 2007)

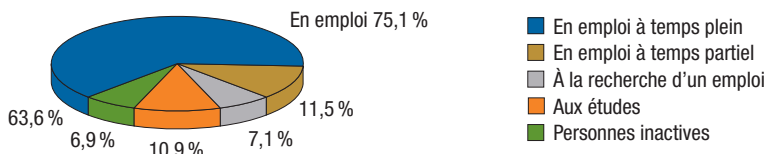


Source : MELs, Enquêtes Relance. DRSI, 2007.

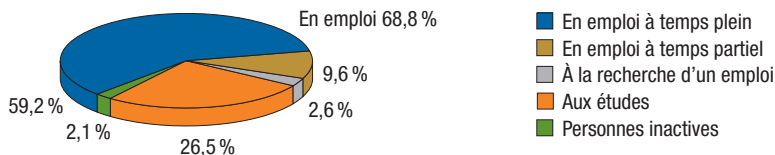
Situation au 31 mars 2007 des personnes diplômées de la promotion 2005-2006 (Diplôme d'études professionnelles [DEP])



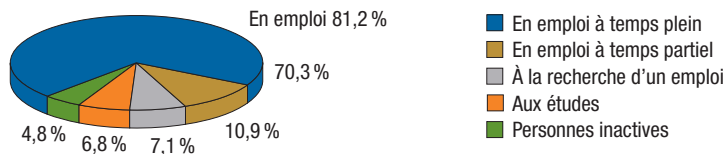
Situation au 31 mars 2007 des personnes diplômées de la promotion 2005-2006 (Attestation de spécialisation professionnelle [ASP])



Situation au 31 mars 2007 des personnes diplômées de la promotion 2005-2006 (Diplôme d'études collégiales [DEC] de la formation technique)



Situation au 31 mars 2007 des personnes diplômées de la promotion 2005-2006 (Attestation d'études collégiales [AEC] de la formation technique)



Source : MELs, Enquêtes Relance 2007. DRSI, 2007.

La variation de l'insertion à l'emploi selon le programme d'études

On constate une importante variation dans le taux d'insertion sur le marché du travail selon le programme de formation choisi. En règle générale, les programmes des secteurs Santé, Transport, Entretien d'équipement motorisé, Mécanique d'entretien et Métallurgie figurent parmi ceux où les taux d'emploi sont les plus élevés. À l'inverse, les programmes des secteurs Environnement et aménagement du territoire, Cuir, textile et habillement, Administration, commerce et informatique, Foresterie et papiers et Bois et matériaux connexes connaissent les taux d'emploi les plus faibles. En 2007, pour environ 65 % des programmes de formation professionnelle et technique, le taux d'emploi des personnes diplômées était supérieur à 70 %. Plus particulièrement, 13 % des programmes avaient des taux d'emploi de 90 % et plus, 28 % des programmes connaissaient des taux de 80 % à 90 % exclusivement et 23 % des taux de 70 % à 80 % exclusivement.

Situation des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique au 31 mars 2007 pour les filières menant au diplôme d'études professionnelles (DEP), à l'attestation de spécialisation professionnelle (ASP), au diplôme d'études collégiales (DEC) et à l'attestation d'études collégiales (AEC), selon le groupe d'âge (Ensemble du Québec, promotion 2005-2006)

	DEP		
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	25 ans et plus
Personnes diplômées visées par l'enquête	4 979	11 003	14 954
En emploi (%)	75,7	79,0	78,7
À la recherche d'un emploi (%)	5,6	6,9	10,6
Aux études (%)	16,1	10,8	5,3
Personnes inactives (%)	2,6	3,3	5,4
Taux de chômage (%)	6,9	8,0	11,9
À temps plein (%) ¹	89,9	91,2	84,3
Salaire hebdomadaire brut moyen (\$ CAN) ²	540	577	616
En rapport avec la formation (%) ³	77,1	78,2	80,4

1. Proportion des personnes en emploi travaillant 30 heures et plus par semaine.

2. Salaire hebdomadaire des personnes en emploi salarié à temps plein.

3. Proportion des personnes en emploi à temps plein seulement qui ont un emploi en rapport avec la formation.

Source : MELS, *Enquêtes Relance*, DRSI, 2007.

La variation de l'intégration à l'emploi selon l'âge et le sexe

L'analyse du placement des personnes diplômées selon l'âge indique qu'en formation professionnelle (DEP et ASP), les personnes âgées de 20 à 24 ans connaissent les meilleurs taux d'emploi. Au collégial (DEC et AEC), les personnes de 25 ans et plus sont, en proportion, les plus nombreuses à travailler. Cependant, l'analyse de la situation des personnes ayant obtenu un DEC, tout particulièrement, doit tenir compte de l'importante proportion d'entre elles qui poursuivent leurs études, tout spécialement lorsqu'elles sont âgées de moins de 25 ans. Cet élément nous incite à demeurer prudents dans l'interprétation que l'on peut faire quant à l'insertion à l'emploi des diplômés du collégial selon le groupe d'âge. Cette remarque s'applique aussi à l'insertion professionnelle selon le sexe, les femmes obtenant de meilleurs taux d'emploi que les hommes (72,6 % par rapport à 62,5 %) mais ayant, par contre, moins tendance à poursuivre leurs études une fois leur DEC obtenu (23,4 % par rapport à 31,7 %).

Des employeurs satisfaits

Des sondages ont été menés à plusieurs reprises par le Ministère auprès des employeurs qui engagent des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique. Plus de 9 employeurs sur 10 jugent que les recrues de la formation professionnelle sont compétentes. Cette proportion est légèrement supérieure chez ceux qui embauchent des personnes diplômées de la formation technique (95,7 % par rapport à 89,3 %). Les enquêtes récentes montrent aussi que 92,7 % des employeurs de titulaires d'un DEP ou d'une ASP et 94,3 % des employeurs de titulaires d'un DEC sont satisfaits du rendement des recrues après un an de travail.

	ASP			DEC			AEC		
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	25 ans et plus	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	25 ans et plus	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	25 ans et plus
	304	1 129	3 525	1 030	11 268	3 879	208	2 378	8 844
	72,3	82,6	72,9	54,9	65,3	84,3	65,0	78,1	82,4
	4,5	3,8	8,4	1,5	2,4	3,5	5,1	5,2	7,7
	21,0	11,3	9,8	41,7	30,4	9,2	28,5	12,2	4,9
	2,2	2,3	8,9	1,9	1,9	3,0	1,5	4,5	5,0
	5,8	4,4	10,4	2,6	3,6	4,0	7,3	6,3	8,5
	85,2	90,3	82,4	84,1	86,4	85,1	83,1	85,7	86,9
	472	551	659	565	592	669	495	556	652
	71,0	76,7	68,8	84,6	83,2	88,1	58,1	68,0	76,0

5 Perspectives du marché du travail et évolution démographique

Au cours des dernières années, la croissance de l'emploi a été considérable au Québec. De 2000 à 2007, l'emploi total au Québec a cru de près de 450 000, une hausse de plus de 13 %. Emploi-Québec prévoit que, pour la période 2006-2011, l'économie québécoise créera 246 000 emplois. À ces emplois s'ajouteront les quelques 454 000 autres occupés par des personnes qui devraient prendre leur retraite durant ces années. Près de six emplois créés sur dix appartiendront aux niveaux de compétence intermédiaire et technique, la majorité d'entre eux requérant minimalement une formation technique collégiale ou une formation professionnelle secondaire. La demande du marché du travail devrait donc continuer d'exercer une forte pression sur le système de formation professionnelle et technique.

Afin d'assurer le meilleur arrimage possible entre les besoins du marché du travail et le profil des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique, le Ministère a élaboré, en collaboration avec Emploi-Québec, un modèle d'adéquation entre la formation et l'emploi. Celui-ci vise à déterminer, à partir des prévisions relatives aux besoins de main-d'œuvre, le nombre de personnes à former pour chacun des programmes.

Ce modèle indique que 80 % des programmes de formation professionnelle et technique se trouvent en situation d'équilibre, c'est-à-dire que le nombre d'élèves qui les fréquentent devrait permettre de répondre aux besoins de main-d'œuvre. Toutefois, pour 12 % des programmes, une importante augmentation des effectifs s'impose et, pour moins de 5 %, le nombre d'élèves excède les besoins du marché du travail.

Une promotion ciblée

Plusieurs campagnes de promotion sont menées autour des programmes qui présentent les meilleures perspectives d'emploi et qui affichent les meilleurs résultats sur le plan de l'intégration à l'emploi des personnes diplômées. Ces campagnes ont pour objectifs de faire connaître au public en général et aux jeunes en particulier les meilleurs programmes à cet égard et d'augmenter le nombre d'inscriptions dans ceux dont les effectifs sont insuffisants.

Une évolution démographique à la baisse

La promotion de la formation professionnelle et technique s'impose d'autant plus qu'on devrait connaître, au cours des prochaines années, une diminution démographique particulièrement marquée dans plusieurs régions du Québec. Ainsi, le Ministère prévoit que, de 2007 à 2017, les effectifs totaux de l'enseignement primaire et secondaire diminueront de 7,7 % tout comme ceux des collèges publics (baisse de 8 % de 2006 à 2016). Ces variations diffèrent cependant fortement d'une région administrative à l'autre. Plusieurs régions dans lesquelles les effectifs scolaires ont déjà commencé à diminuer vont poursuivre dans cette voie et cette diminution touchera aussi bien les commissions scolaires francophones que les commissions scolaires anglophones. Seules les commissions scolaires autochtones profiteront d'une croissance de leurs effectifs

d'un peu plus de 6 %. L'enseignement collégial verra, de son côté, une augmentation de ses effectifs dans seulement 2 régions administratives sur 17. Les tableaux présentés à la fin du document permettent de prendre connaissance de la situation exacte de chaque région.

Les 50 programmes de formation professionnelle (DEP, ASP) et technique (DEC) offrant les meilleures perspectives d'emploi (Ensemble du Québec, 2007)

Archives médicales	Soudage-montage
Boucherie de détail	Techniques de design industriel
Conduite de machines industrielles	Techniques de génie chimique
Conduite et réglage de machines à mouler	Techniques de génie mécanique
Conseil en assurances et services financiers	Techniques de la logistique du transport
Dessin industriel	Techniques de laboratoire
Fabrication de moules	Techniques de l'informatique
Fabrication de structures métalliques et métaux ouvrés	Techniques de procédés chimiques
Fabrication en série de meubles et de produits en bois ouvré	Techniques d'éducation à l'enfance
Ferblanterie-tôlerie	Techniques d'électrophysiologie médicale
Gestion et exploitation d'entreprise agricole	Techniques d'inhalothérapie
Matriçage	Techniques du meuble et d'ébénisterie
Mécanique de machines fixes	Techniques d'usinage
Mécanique de moteurs diesel et de contrôles électroniques	Technologie d'analyses biomédicales
Mécanique d'engins de chantier	Technologie de la géomatique
Mécanique d'entretien en commandes industrielles	Technologie de la maintenance industrielle
Mécanique industrielle de construction et d'entretien	Technologie de la transformation des aliments
Mise en œuvre de matériaux composites	Technologie de l'électronique industrielle
Montage de câbles et de circuits	Technologie de médecine nucléaire
Outillage	Technologie de radiodiagnostic
Production laitière	Technologie de systèmes ordonnés
Représentation	Technologie du génie industriel
Secrétariat médical	Technologie physique
Soins infirmiers	Tôlerie de précision
	Usinage sur machines-outils à commande numérique
	Vente-conseil

Source : MELIS, *Les Top 50 de la formation professionnelle et technique*, DGSO, 2007.

6 Défis et développements

Le système québécois de formation professionnelle et technique contribue directement au développement socioéconomique du Québec puisqu'il vise, d'une part, à permettre à l'élève d'acquérir les compétences qui contribueront à assurer son autonomie personnelle et professionnelle et, d'autre part, à répondre aux besoins d'une main-d'œuvre qualifiée dans les entreprises. Les défis sont nombreux et doivent être revus régulièrement afin de pouvoir répondre adéquatement aux changements du marché du travail tout comme à l'évolution démographique qui nous amène à nous poser avec beaucoup d'acuité la question de l'accessibilité à la formation et de l'appui au développement des régions.

Les technologies évoluent et l'économie du Québec se transforme rapidement. S'inscrivant dans la liste de tête des pays industrialisés, le Québec doit continuer à miser sur la qualification de sa main-d'œuvre, particulièrement dans les secteurs de pointe et dans les secteurs liés à la santé et aux services sociaux où les besoins sont nombreux. Afin de maintenir la correspondance entre le système de formation professionnelle et technique du Québec et les orientations et le développement de l'économie québécoise, il importe de maintenir et consolider les liens que nous avons avec les différents acteurs et partenaires du marché du travail. Cet aspect est fondamental dans le cas des secteurs en émergence (ou plus généralement en développement) et des créneaux d'excellence des régions. Les compétences liées aux industries du multimédia, des jeux électroniques, de l'extraction minière, du matériel de transport, de la production manufacturière à valeur ajoutée, etc. seront donc de plus en plus recherchées sur le marché du travail québécois et leur présence sera garante de la prospérité de son économie.

La formation professionnelle et technique doit pouvoir permettre aux personnes désirant intégrer le marché du travail de le faire harmonieusement et de façon durable. De ce côté, les perspectives d'emploi sont encourageantes mais le contexte de vieillissement démographique que nous connaissons nous force à améliorer la performance de notre système et à viser une utilisation optimale de l'ensemble du dispositif d'enseignement dans tout le Québec. À cet égard, trois éléments attirent particulièrement notre attention. On note tout d'abord qu'un tiers des élèves quittent annuellement le système éducatif sans qualification professionnelle particulière. De plus, certains programmes d'études, surtout en formation technique, présentent de faibles taux de diplomation. Ensuite, plusieurs programmes d'études n'attirent pas suffisamment d'élèves malgré les excellentes perspectives d'emploi qu'ils offrent. Un de nos défis consiste donc à assurer un meilleur arrimage entre la fréquentation scolaire et les besoins du marché du travail tout en incitant plus de jeunes à poursuivre leurs études en formation professionnelle ou à persévérer pour obtenir un diplôme de formation technique.

Dans ce contexte, le Québec a mis sur pied un plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique afin de maintenir l'accessibilité à la formation sur l'ensemble de son territoire, d'aider les établissements d'enseignement qui connaissent des difficultés de recrutement d'étudiants, de répondre aux importants besoins de main-d'œuvre qualifiée du Québec, de faciliter le cheminement des étudiants d'un ordre d'enseignement à l'autre, et d'amener plus de jeunes et d'adultes à acquérir une formation qualifiante. Ce plan repose sur trois chantiers centrés sur le rapprochement entre les établissements et les programmes d'études de la formation professionnelle et technique au niveau régional ainsi qu'à leur rapprochement avec le milieu du travail.

Enfin, l'évolution des technologies nécessite des investissements importants pour maintenir le niveau de qualification des futurs travailleurs et travailleuses et soutenir la compétitivité des entreprises. L'accès à ces technologies passe de plus en plus par le partenariat entre les écoles et les entreprises, et ce, tant dans le domaine de la formation professionnelle et technique initiale que dans celui de la formation continue.

Évolution des effectifs, des projets et des investissements en alternance travail-études (ATE) (Ensemble du Québec, de 2003-2004 à 2006-2007)

	Réseau secondaire privé et public (DEP, ASP)				Réseau collégial privé et public (DEC, AEC)			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre d'établissements ¹	58	55	58	58	52	53	53	53
Nombre de projets ATE en cours ²	241	247	259	275	235	275	298	299
Nombre de programmes ATE différents ³	80	75	74	79	91	99	99	99
Nombre d'élèves inscrits en ATE ⁴	7 303	7 577	8 407	8 948	4 035	3 961	3 813	3 929
Nombre de programmes en cours d'adaptation en ATE	63	55	53	40	62	38	17	15
Sommes allouées (en millions de dollars)	3 770	4 049	4 182	4 226	4 383	3 904	3 186	3 602

1. Établissements en regard desquels, dans les fichiers de la DFCS du MELS, on observe au moins un programme en ATE en application (ayant au moins une inscription) pour l'année concernée.

2. Programmes d'études dispensés en ATE par un établissement et pour lesquels il y a au moins une inscription pour l'année concernée.

3. Programmes d'études dispensés en ATE au moins une fois dans les réseaux au cours de l'année concernée.

4. Élèves qui suivent une formation dans un programme d'études dispensé en ATE et qui sont inscrits en ATE dans les systèmes de déclaration des clientèles.

Source: MELS, Direction de la formation continue et du soutien (DFCS), mai 2008.

Effectif scolaire de la formation professionnelle et technique selon le sexe (Ensemble du Québec, de 1997-1998 à 2006-2007)

A) Formation professionnelle à l'enseignement secondaire¹

	1997-1998	1998-1999	1999-2000 ²	2000-2001 ²	2001-2002 ²	2002-2003 ²	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 ^p
Moins de 20 ans³	25 818	25 208	24 623	24 335	24 044	23 255	23 847	24 530	24 731	25 961
Hommes	15 324	15 074	14 854	15 064	14 899	14 681	15 125	15 533	15 845	16 472
Femmes	10 494	10 134	9 769	9 271	9 145	8 574	8 722	8 997	8 886	9 489
20 ans et plus	49 968	51 919	51 267	52 153	55 351	57 033	60 705	63 626	66 387	65 782
Hommes	26 906	27 837	27 771	28 808	31 215	31 657	33 342	34 533	35 844	34 947
Femmes	23 062	24 082	23 496	23 345	24 136	25 376	27 363	29 093	30 543	30 835
Total	75 786	77 127	75 890	76 488	79 395	80 288	84 552	88 156	91 118	91 743
Hommes	42 230	42 911	42 625	43 872	46 114	46 338	48 467	50 066	51 689	51 419
Femmes	33 556	34 216	33 265	32 616	33 281	33 950	36 085	38 090	39 429	40 324

p. Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

1. Filières régulières seulement (diplôme d'études professionnelles, certificat d'études professionnelles, attestation de spécialisation professionnelle et attestation de formation professionnelle).
2. Les personnes inscrites au programme Intervention en sécurité-incendie (5191) dont la source de financement est autofinancée ne sont pas comptabilisées dans les statistiques présentées ici.
3. Cette catégorie comprend les effectifs du secteur des jeunes et ceux de moins de 20 ans au secteur des adultes.

B) Formation technique à l'enseignement collégial¹

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 ^p
DEC (formation technique)	90 959	90 442	88 964	87 500	86 836	84 685	81 566	80 076	78 215	76 995
Hommes	42 566	42 077	40 658	39 066	37 945	36 397	34 432	32 900	31 623	30 475
Femmes	48 393	48 365	48 306	48 434	48 891	48 288	47 134	47 176	46 592	46 520
AEC, CEC et DPEC	32 534	35 646	32 805	32 441	29 674	26 269	24 322	22 596	20 939	20 686
Hommes	12 037	14 398	14 067	13 802	12 717	11 277	10 581	9 527	8 562	8 502
Femmes	20 497	21 248	18 738	18 639	16 957	14 992	13 741	13 069	12 377	12 184
Total	123 493	126 088	121 769	119 941	116 510	110 954	105 888	102 672	99 154	97 681
Hommes	54 603	56 475	54 725	52 868	50 662	47 674	45 013	42 427	40 185	38 977
Femmes	68 890	69 613	67 044	67 073	65 848	63 280	60 875	60 245	58 969	58 704

p. Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

1. L'effectif scolaire comprend les élèves inscrits aux programmes suivants: DEC: diplôme d'études collégiales; AEC: attestation d'études collégiales; CEC: certificat d'études collégiales; et DPEC: diplôme de perfectionnement de l'enseignement collégial.

Source: MELs. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRSI, novembre 2007.

Effectif scolaire de la formation professionnelle¹ à l'enseignement secondaire selon la région administrative (Ensemble du Québec, de 1997-1998 à 2006-2007)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000 ²
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	596	793	1 021
Bas-Saint-Laurent	2 966	3 020	2 616
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5 260	5 770	5 442
Capitale-Nationale	8 583	8 562	8 641
Chaudière-Appalaches	4 077	4 219	4 081
Mauricie	2 621	2 590	2 808
Centre-du-Québec	2 239	2 302	2 213
Estrie	3 533	3 531	3 272
Montréal	19 309	19 601	19 330
Laval	4 635	4 705	4 755
Lanaudière	1 887	1 913	1 805
Laurentides	3 755	4 071	4 079
Outaouais	2 935	2 890	2 707
Abitibi-Témiscamingue	1 979	2 066	1 844
Côte-Nord	1 002	1 062	1 040
Nord-du-Québec	482	363	288
Ensemble du Québec	75 786	77 127	75 890

1. Filières régulières seulement (diplôme d'études professionnelles, certificat d'études professionnelles, attestation de spécialisation professionnelle et attestation de formation professionnelle).

2. Les personnes inscrites au programme Intervention en sécurité-incendie (5191) dont la source de financement est autofinancée ne sont pas comptabilisées dans les statistiques présentées ici.

Effectif scolaire¹ de la formation technique à l'enseignement collégial selon la région administrative (Ensemble du Québec, de 1997-1998 à 2006-2007)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 232	1 306	1 033
Bas-Saint-Laurent	6 587	6 517	6 207
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7 354	7 612	7 040
Capitale-Nationale	14 925	16 128	15 080
Chaudière-Appalaches	4 690	4 941	4 614
Mauricie	5 917	5 929	5 333
Centre-du-Québec	3 125	3 203	2 868
Estrie	5 103	5 106	5 076
Montréal	13 795	13 916	13 669
Montréal	43 141	44 402	43 544
Laval	3 554	3 485	4 231
Lanaudière	3 153	2 715	2 268
Laurentides	5 017	4 959	4 875
Outaouais	2 887	2 870	2 990
Abitibi-Témiscamingue	1 767	1 824	1 843
Côte-Nord	1 195	1 122	1 020
Nord-du-Québec	51	53	78
Ensemble du Québec	123 493	126 088	121 769

1. L'effectif scolaire comprend les élèves inscrits aux programmes suivants : DEC : diplôme d'études collégiales; AEC : attestation d'études collégiales; CEC : certificat d'études collégiales; et DPEC : diplôme de perfectionnement de l'enseignement collégial.

2000-2001 ²	2001-2002 ²	2002-2003 ²	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 ^p
832	826	1 069	1 128	1 127	1 124	1 089
2 668	2 631	2 571	2 639	2 621	2 711	2 660
4 920	4 948	4 690	4 828	4 809	4 723	4 769
9 095	9 817	9 748	10 005	10 605	11 828	10 719
4 037	4 129	4 100	4 377	4 553	4 483	4 769
2 869	3 031	3 145	3 288	3 291	3 357	3 401
2 288	2 132	1 983	1 966	2 049	2 077	2 040
3 145	3 115	3 353	3 477	3 574	3 676	3 680
9 713	9 862	9 619	10 250	11 065	11 745	12 359
20 257	20 837	21 707	23 529	24 283	25 155	25 920
5 434	5 482	5 005	5 304	6 152	6 153	5 557
1 817	2 005	2 092	2 070	2 164	2 409	2 816
4 009	5 098	5 565	5 810	5 966	5 559	5 707
2 522	2 514	2 704	2 911	3 011	2 874	2 852
1 725	1 742	1 632	1 793	1 714	1 925	1 956
879	857	907	796	814	899	970
278	369	398	381	358	420	479
76 488	79 395	80 288	84 552	88 156	91 118	91 743

p. Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

Source : MELs. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRSI, novembre 2007.

2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 ^p
933	873	758	816	691	741	637
5 922	5 558	5 127	4 899	4 798	4 610	4 644
6 915	6 944	6 571	6 380	6 360	5 960	5 854
15 029	14 506	13 933	13 516	13 207	12 562	12 469
4 174	3 937	3 768	3 672	3 435	3 496	3 251
5 130	4 985	4 915	4 675	4 437	4 262	4 126
2 684	2 513	2 437	2 154	2 071	2 108	1 814
5 083	4 981	4 493	4 125	4 134	4 019	4 164
13 294	13 487	12 632	11 935	10 857	10 064	10 005
43 813	42 188	40 426	38 850	37 977	37 358	36 666
3 942	3 775	3 751	3 612	3 553	3 310	3 581
2 264	2 285	2 145	1 997	2 053	2 069	2 079
4 927	4 813	4 658	4 251	4 080	3 932	3 844
2 917	2 847	2 731	2 545	2 636	2 564	2 522
1 641	1 678	1 569	1 483	1 468	1 270	1 246
1 161	1 089	945	914	854	775	741
112	51	95	64	61	54	38
119 941	116 510	110 954	105 888	102 672	99 154	97 681

p. Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

Source : MELs. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRSI, novembre 2007.

**Effectif scolaire de la formation technique à l'enseignement collégial
selon la région administrative (Ensemble du Québec, de 1997-1998 à 2006-2007)**

	1997-1998	1998-1999	1999-2000
DEC (formation technique)			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	938	915	756
Bas-Saint-Laurent	5 234	5 250	5 124
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 186	6 251	6 107
Capitale-Nationale	10 768	10 853	11 078
Chaudière-Appalaches	4 021	4 089	3 952
Mauricie	4 859	4 838	4 550
Centre-du-Québec	2 183	2 221	2 035
Estrie	3 698	3 688	3 622
Montérégie	10 121	10 134	10 164
Montréal	30 110	29 473	29 359
Laval	2 688	2 714	2 748
Lanaudière	1 891	1 772	1 481
Laurentides	3 524	3 507	3 490
Outaouais	2 272	2 198	2 044
Abitibi-Témiscamingue	1 499	1 562	1 533
Côte-Nord	932	948	877
Nord-du-Québec	35	29	44
Ensemble du Québec	90 959	90 442	88 964

	1997-1998	1998-1999	1999-2000
AEC, CEC et DPEC			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	294	391	277
Bas-Saint-Laurent	1 353	1 267	1 083
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 168	1 361	933
Capitale-Nationale	4 157	5 275	4 002
Chaudière-Appalaches	669	852	662
Mauricie	1 058	1 091	783
Centre-du-Québec	942	982	833
Estrie	1 405	1 418	1 454
Montérégie	3 674	3 782	3 505
Montréal	13 031	14 929	14 185
Laval	866	771	1 483
Lanaudière	1 262	943	787
Laurentides	1 493	1 452	1 385
Outaouais	615	672	946
Abitibi-Témiscamingue	268	262	310
Côte-Nord	263	174	143
Nord-du-Québec	16	24	34
Ensemble du Québec	32 534	35 646	32 805

p. Les données pour 2006-2007 sont provisoires.

2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 ^P
684	680	601	557	579	589	527
4 884	4 589	4 467	4 256	4 144	3 986	3 950
5 918	5 870	5 614	5 560	5 448	5 151	5 071
11 325	11 385	11 416	11 049	10 821	10 531	10 480
3 614	3 468	3 431	3 311	3 134	3 104	2 779
4 383	4 255	4 200	4 035	3 841	3 794	3 621
1 729	1 643	1 483	1 273	1 268	1 351	1 434
3 552	3 529	3 411	3 360	3 341	3 346	3 424
9 938	9 810	9 261	8 757	8 486	8 124	8 086
29 501	29 566	28 965	28 003	27 515	27 054	26 514
2 676	2 657	2 614	2 469	2 582	2 623	2 738
1 537	1 561	1 587	1 553	1 613	1 623	1 590
3 493	3 616	3 467	3 257	3 147	3 056	3 023
2 070	2 126	2 112	2 078	2 198	2 096	2 024
1 308	1 310	1 316	1 328	1 254	1 142	1 114
831	737	710	681	666	618	596
57	34	30	39	39	27	24
87 500	86 836	84 685	81 566	80 076	78 215	76 995

2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 ^P
249	193	157	259	112	152	110
1 038	969	660	643	654	624	694
997	1 074	957	820	912	809	783
3 704	3 121	2 517	2 467	2 386	2 031	1 989
560	469	337	361	301	392	472
747	730	715	640	596	468	505
955	870	954	881	803	757	380
1 531	1 452	1 082	765	793	673	740
3 356	3 677	3 371	3 178	2 371	1 940	1 919
14 312	12 622	11 461	10 847	10 462	10 304	10 152
1 266	1 118	1 137	1 143	971	687	843
727	724	558	444	440	446	489
1 434	1 197	1 191	994	933	876	821
847	721	619	467	438	468	498
333	368	253	155	214	128	132
330	352	235	233	188	157	145
55	17	65	25	22	27	14
32 441	29 674	26 269	24 322	22 596	20 939	20 686

Source : MELS. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRSI, novembre 2007.

Nombre de diplômes décernés en formation professionnelle et technique selon le sexe (Ensemble du Québec, de 1996-1997 à 2005-2006)

A) Formation professionnelle à l'enseignement secondaire

	1996-1997	1997-1998	1998-1999 ¹
Moins de 20 ans²	6 579	6 855	8 049
Hommes	3 702	3 891	4 529
Femmes	2 877	2 964	3 520
20 ans et plus	22 331	22 880	22 936
Hommes	12 437	12 734	12 297
Femmes	9 894	10 146	10 639
Total	28 910	29 735	30 985
Hommes	16 139	16 625	16 826
Femmes	12 771	13 110	14 159

p. Les données pour 2005-2006 sont provisoires.

1. Les données ont été actualisées à partir de 1998-1999 seulement jusqu'aux années les plus récentes.

2. Cette catégorie comprend les diplômes décernés au secteur des jeunes et ceux décernés au moins de 20 ans au secteur des adultes.

B) Formation technique à l'enseignement collégial

	1996	1997	1998
DEC (formation technique)	16 174	16 748	16 814
Hommes	6 615	6 813	6 789
Femmes	9 559	9 935	10 025
AEC, CEC et DPEC¹	1 607	2 210	3 403
Hommes	751	1 043	1 608
Femmes	856	1 167	1 795
Total	17 781	18 958	20 217
Hommes	7 366	7 856	8 397
Femmes	10 415	11 102	11 820

p. Les données pour 2005 sont provisoires.

DEC: diplôme d'études collégiales

CEC: certificat d'études collégiales

DPEC: diplôme de perfectionnement de l'enseignement collégial

1. La majorité des inscriptions à d'autres programmes que ceux menant à un DEC technique, se font désormais dans les attestations d'études collégiales (AEC). Ces diplômes sont décernés directement par les collèges et doivent à partir de l'année 2000 être déclarés au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2006-2007 ^P
	8 448	6 669	6 357	6 373	6 369	6 527	6 728
	4 744	3 744	3 687	3 813	3 823	4 007	4 216
	3 704	2 925	2 670	2 560	2 546	2 520	2 512
	23 612	24 082	26 650	27 499	29 001	30 439	32 014
	12 563	13 272	15 002	15 314	16 221	16 396	17 076
	11 049	10 810	11 648	12 185	12 780	14 043	14 938
	32 060	30 751	33 007	33 872	35 370	36 966	38 742
	17 307	17 016	18 689	19 127	20 044	20 403	21 292
	14 753	13 735	14 318	14 745	15 326	16 563	17 450

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^P
	17 631	17 986	17 998	18 732	18 165	18 084	17 395
	7 270	7 468	7 532	7 497	7 071	7 040	6 596
	10 361	10 518	10 466	11 235	11 094	11 044	10 799
	4 131	8 922	11 069	11 644	11 220	11 815	11 659
	2 088	3 909	4 927	5 243	4 975	5 643	5 511
	2 043	5 013	6 142	6 401	6 245	6 172	6 148
	21 762	26 908	29 067	30 376	29 385	29 899	29 054
	9 358	11 377	12 459	12 740	12 046	12 683	12 107
	12 404	15 531	16 608	17 636	17 339	17 216	16 947

Source : MELS. Données diverses sur la formation professionnelle et technique, DRSI, novembre 2007.

Nombre de diplômes décernés en formation professionnelle à l'enseignement secondaire selon la région administrative (Ensemble du Québec, de 1996-1997 à 2005-2006)

	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	308	312	288
Bas-Saint-Laurent	1 160	1 500	1 500
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 908	2 046	2 259
Capitale-Nationale	4 200	3 980	3 923
Chaudière-Appalaches	1 697	1 730	1 822
Mauricie	968	1 212	1 224
Centre-du-Québec	904	958	1 032
Estrie	1 424	1 399	1 497
Montérégie	3 304	3 355	3 613
Montréal	6 952	6 985	7 430
Laval	1 865	1 731	1 727
Lanaudière	665	697	763
Laurentides	1 437	1 465	1 590
Outaouais	901	997	1 011
Abitibi-Témiscamingue	804	761	834
Côte-Nord	322	454	362
Nord-du-Québec	89	151	110
Non précisée	2	2	-
Ensemble du Québec	28 910	29 735	30 985

p. Les données pour 2005-2006 sont provisoires.

Nombre de diplômes décernés en formation technique à l'enseignement collégial selon la région administrative (Ensemble du Québec, de 1996 à 2005)

	1996	1997	1998
DEC (formation technique)			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	178	184	179
Bas-Saint-Laurent	895	943	963
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 240	1 282	1 313
Capitale-Nationale	2 089	2 279	2 344
Chaudière-Appalaches	790	841	828
Mauricie	969	937	999
Centre-du-Québec	297	268	249
Estrie	781	817	779
Montérégie	1 635	1 801	1 729
Montréal	5 311	5 302	5 134
Laval	394	412	525
Lanaudière	272	296	312
Laurentides	486	544	580
Outaouais	406	433	434
Abitibi-Témiscamingue	229	262	263
Côte-Nord	202	148	188
Nord-du-Québec	-	-	-
Ensemble du Québec	16 174	16 749	16 819

p. Les données pour 2005 sont provisoires.

1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^P
382	457	411	434	500	445	498
1 244	1 224	1 241	1 171	1 229	1 164	1 368
2 375	2 208	2 395	2 278	2 183	2 358	2 242
4 118	3 976	4 313	4 333	4 400	4 718	5 209
1 790	1 648	1 906	1 908	1 993	2 187	2 119
1 277	1 312	1 310	1 470	1 459	1 400	1 526
959	993	950	919	801	895	956
1 564	1 407	1 363	1 493	1 552	1 512	1 601
3 916	3 864	4 021	3 885	4 104	4 405	4 643
7 593	7 202	8 394	8 863	9 594	10 126	10 419
1 802	1 761	1 754	1 918	1 941	2 165	2 263
724	765	824	786	803	842	867
1 878	1 720	1 954	2 201	2 313	2 337	2 460
1 033	942	966	1 111	1 215	1 209	1 262
781	759	780	665	726	788	769
536	413	321	343	378	337	423
88	100	103	94	179	78	117
-	-	1	-	-	-	-
32 060	30 751	33 007	33 872	35 370	36 966	38 742

Source : MELS. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRSI, novembre 2007.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^P
168	172	150	160	122	151	95
1 025	1 039	1 117	1 110	1 027	1 051	962
1 477	1 434	1 419	1 497	1 383	1 402	1 310
2 505	2 487	2 505	2 683	2 699	2 710	2 564
845	902	855	772	820	794	758
1 073	1 105	1 018	1 044	943	978	922
343	358	334	339	347	305	260
785	795	772	843	774	779	771
1 865	2 065	2 020	2 117	2 037	1 972	1 856
5 181	5 293	5 465	5 748	5 569	5 494	5 441
554	512	555	599	603	574	565
275	286	284	283	312	335	298
645	676	674	703	756	748	705
380	415	388	386	373	370	431
328	281	295	294	259	289	282
184	175	155	182	169	132	175
-	-	-	-	-	-	-
17 633	17 995	18 006	18 760	18 193	18 084	17 395

Source : MELS. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRSI, novembre 2007.

Nombre de diplômes décernés en formation professionnelle à l'enseignement secondaire selon le secteur de formation et le sexe (Ensemble du Québec, de 1996-1997 à 2005-2006)

		1996-1997	1997-1998	1998-1999 ¹
Administration, commerce et informatique	H	1 362	1 389	1 343
	F	5 181	4 908	5 200
Agriculture et pêches	H	407	461	506
	F	532	625	662
Alimentation et tourisme	H	1 296	1 304	1 270
	F	1 565	1 811	1 943
Arts	H	55	41	69
	F	228	248	372
Bâtiment et travaux publics	H	1 820	1 757	2 011
	F	147	156	187
Bois et matériaux connexes	H	279	323	386
	F	50	85	125
Chimie et biologie	H	14	18	12
	F	3	4	4
Communication et documentation	H	323	378	361
	F	269	288	357
Cuir, textile et habillement	H	43	42	30
	F	185	217	287
Électrotechnique	H	2 070	2 113	2 213
	F	88	103	99
Entretien d'équipement motorisé	H	2 853	2 722	2 244
	F	91	119	111
Environnement et aménagement du territoire	H	83	59	66
	F	26	15	29
Fabrication mécanique	H	1 625	1 919	2 101
	F	140	171	221
Foresterie et papier	H	465	538	625
	F	43	69	91
Mécanique d'entretien	H	739	724	898
	F	27	9	48
Métallurgie	H	1 739	1 919	1 698
	F	85	96	101
Mines et travaux de chantier	H	223	261	276
	F	1	7	7
Santé	H	167	123	103
	F	1 781	1 587	1 635
Services sociaux, éducatifs et juridiques	H	-	-	-
	F	-	-	-
Soins esthétiques	H	54	50	46
	F	2 281	2 545	2 604
Transport	H	522	484	568
	F	48	47	76
Total	H	16 139	16 625	16 826
	F	12 771	13 110	14 159
	T	28 910	29 735	30 985

1. Les données ont été actualisées à partir de 1998-1999 seulement jusqu'aux années les plus récentes.

1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ^p
1 458	1 312	1 785	2 276	2 441	2 501	2 604
5 424	4 623	4 542	4 782	5 098	5 508	5 912
450	454	539	530	506	412	478
598	527	587	534	516	530	446
1 235	1 121	1 099	1 095	1 124	1 172	1 186
1 921	1 656	1 534	1 396	1 331	1 342	1 436
43	42	30	51	46	49	69
373	286	359	345	347	358	394
2 172	2 310	2 454	2 895	3 557	3 952	4 490
253	252	297	344	402	408	454
366	421	482	501	553	489	537
142	205	253	295	308	321	322
24	16	16	29	33	30	35
11	4	7	14	18	14	16
350	328	333	381	336	292	240
415	381	429	387	363	303	267
34	28	33	29	9	18	16
285	267	227	178	171	131	113
2 405	2 155	2 164	2 409	2 647	2 841	2 726
130	112	122	109	120	125	119
2 140	2 106	1 981	1 994	2 381	2 494	2 752
94	108	74	118	126	153	185
57	82	87	105	67	79	71
23	24	38	35	31	25	22
2 185	2 145	2 613	1 942	1 515	1 093	1 078
263	322	340	305	220	168	174
718	669	680	605	661	763	605
110	94	87	81	93	68	71
891	757	839	782	709	675	578
46	46	33	31	22	25	22
1 557	1 657	1 685	1 600	1 399	1 247	1 370
115	121	144	112	100	85	102
287	313	368	361	416	489	468
12	8	16	13	12	19	26
158	214	268	341	409	552	567
1 924	2 301	2 741	3 246	3 717	4 517	4 799
3	6	1	2	-	3	2
1	8	24	22	26	43	44
42	30	22	20	33	35	37
2 514	2 236	2 313	2 225	2 100	2 240	2 316
732	850	1 210	1 179	1 202	1 217	1 383
99	154	151	173	205	180	210
17 307	17 016	18 689	19 127	20 044	20 403	21 292
14 753	13 735	14 318	14 745	15 326	16 563	17 450
32 060	30 751	33 007	33 872	35 370	36 966	38 742

p. Les données pour 2005-2006 sont provisoires.

Source: MELS. *Données diverses sur la formation professionnelle et technique*, DRST, novembre 2007.

Nombre de diplômes décernés en formation technique à l'enseignement collégial selon le secteur de formation et le sexe (Ensemble du Québec, de 1996 à 2005 [DEC technique])

		1996	1997	1998
Administration, commerce et informatique	H	1 458	1 668	1 946
	F	2 515	2 412	2 542
Agriculture et pêches	H	136	214	183
	F	226	255	287
Alimentation et tourisme	H	103	133	121
	F	327	449	433
Arts	H	161	157	162
	F	305	362	371
Bâtiment et travaux publics	H	740	657	563
	F	246	209	202
Bois et matériaux connexes	H	2	-	5
	F	3	3	1
Chimie et biologie	H	185	185	207
	F	131	143	151
Communication et documentation	H	185	212	211
	F	402	436	477
Cuir, textile et habillement	H	32	38	22
	F	282	346	252
Électrotechnique	H	1 346	1 246	1 171
	F	93	76	75
Entretien d'équipement motorisé	H	129	152	142
	F	17	16	11
Environnement et aménagement du territoire	H	109	117	124
	F	93	107	87
Fabrication mécanique	H	574	564	554
	F	42	62	59
Foresterie et papier	H	67	128	134
	F	9	22	28
Mécanique d'entretien	H	98	58	76
	F	2	3	3
Métallurgie	H	22	31	26
	F	1	1	3
Mines et travaux de chantier	H	13	18	17
	F	1	3	8
Santé	H	441	431	349
	F	2 742	2 828	2 736
Services sociaux, éducatifs et juridiques	H	758	741	715
	F	2 092	2 176	2 273
Transport	H	54	63	64
	F	30	24	26
Non spécifié	H	2	1	-
	F	-	2	2
Total	H	6 615	6 814	6 792
	F	9 559	9 935	10 027
	T	16 174	16 749	16 819

p. Les données pour 2005 sont provisoires.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^P
2 239	2 563	2 536	2 522	2 321	2 168	1 952	
2 906	2 793	2 540	2 265	2 048	1 822	1 502	
175	218	186	211	203	195	168	
356	316	376	424	406	393	370	
132	128	109	122	97	116	106	
530	599	520	569	490	494	377	
177	168	171	188	170	171	172	
435	474	459	571	487	645	558	
544	413	423	447	463	495	590	
208	202	160	168	179	199	209	
16	12	21	26	19	18	10	
5	10	14	20	12	17	16	
219	199	192	150	127	117	103	
214	261	229	208	148	126	134	
228	212	218	257	297	322	330	
489	522	526	595	559	581	567	
29	30	25	26	15	22	19	
309	310	374	452	420	421	370	
1 272	1 375	1 385	1 296	1 182	1 126	952	
101	87	103	106	99	65	53	
173	140	156	147	128	149	141	
15	17	16	17	14	13	14	
96	101	96	122	87	97	96	
112	153	165	141	162	117	140	
644	671	734	634	623	607	555	
86	107	88	99	78	48	56	
159	162	183	183	151	140	93	
31	36	40	43	31	30	17	
117	95	100	99	101	98	99	
7	5	3	7	9	3	1	
20	31	31	39	25	34	21	
3	6	9	7	6	3	1	
43	36	39	31	12	14	11	
9	18	8	10	12	7	7	
270	244	240	283	305	318	362	
2 121	2 089	2 334	2 963	3 316	3 200	3 549	
650	605	587	622	667	738	735	
2 386	2 479	2 461	2 519	2 594	2 820	2 825	
67	69	103	102	95	95	80	
39	37	45	67	34	39	33	
1	1	-	1	-	-	1	
-	1	1	1	1	1	-	
7 271	7 473	7 535	7 508	7 088	7 040	6 596	
10 362	10 522	10 471	11 252	11 105	11 044	10 799	
17 633	17 995	18 006	18 760	18 193	18 084	17 395	

Source : MELS. Données diverses sur la formation professionnelle et technique, DRSI, novembre 2007.

Situation des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique au 31 mars de l'année suivant la fin de leurs études (Ensemble du Québec, selon la filière de 2005 à 2007)

	Année d'enquête	Personnes diplômées visées par l'enquête	En emploi
		(N)	(%)
ATTESTATION DE SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE (ASP)			
Femmes	2007	2 786	72,6
	2006	2 394	69,1
	2005	2 132	72,2
Hommes	2007	2 172	78,4
	2006	2 124	77,0
	2005	2 342	75,9
Total	2007	4 958	75,1
	2006	4 518	72,8
	2005	4 474	74,1
DIPLÔME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES (DEP)			
Femmes	2007	13 413	79,3
	2006	13 123	76,5
	2005	12 265	77,1
Hommes	2007	17 523	77,6
	2006	16 781	76,3
	2005	16 305	77,1
Total	2007	30 936	78,3
	2006	29 904	76,3
	2005	28 570	77,1
DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES (DEC)			
Femmes	2007	10 261	72,6
	2006	10 321	69,9
	2005	10 459	70,0
Hommes	2007	5 916	62,5
	2006	6 154	61,3
	2005	6 502	59,1
Total	2007	16 177	68,8
	2006	16 475	66,7
	2005	16 961	65,8
ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES (AEC)			
Femmes	2007	6 076	81,6
	2006	5 907	81,8
	2005	n.d.	n.d.
Hommes	2007	5 354	80,7
	2006	4 785	77,1
	2005	n.d.	n.d.
Total	2007	11 430	81,2
	2006	10 692	79,7
	2005	n.d.	n.d.

n.d. : Données non disponibles.

À la recherche d'un emploi	Aux études	Personnes inactives	Taux de chômage	L'emploi à temps plein et ses caractéristiques		
				À temps plein	Salaire hebdomadaire brut moyen	En rapport avec la formation
(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(\$)	(%)
7,9	11,1	8,4	9,8	78,2	529	67,9
8,2	11,6	11,1	10,6	76,5	501	67,5
8,1	12,5	7,2	10,1	78,0	493	68,6
6,0	10,7	5,0	7,1	92,4	682	74,4
7,7	11,0	4,4	9,0	93,7	654	73,4
8,7	11,7	3,7	10,3	92,1	619	72,8
7,1	10,9	6,9	8,6	84,7	605	71,1
7,9	11,3	7,9	9,8	85,0	587	70,7
8,4	12,1	5,4	10,2	85,6	571	71,0
6,9	8,4	5,4	8,0	79,3	490	79,0
8,3	9,5	5,8	9,8	76,8	466	78,0
8,7	8,5	5,7	10,2	76,4	449	78,9
9,5	9,8	3,2	10,9	94,3	647	79,0
10,1	10,6	3,0	11,6	94,7	630	79,0
10,5	9,1	3,3	11,9	94,5	602	79,6
8,4	9,2	4,1	9,7	87,8	587	79,0
9,3	10,1	4,2	10,8	87,0	570	78,6
9,7	8,9	4,3	11,2	86,8	546	79,3
1,8	23,4	2,2	2,4	83,1	588	86,4
2,5	25,2	2,3	3,5	82,4	548	85,7
2,9	24,3	2,8	4,0	81,8	538	85,7
4,0	31,7	1,9	6,0	91,6	651	81,4
4,2	32,9	1,7	6,4	90,9	622	79,6
5,3	33,7	1,9	8,2	91,2	587	76,3
2,6	26,5	2,1	3,7	86,0	611	84,6
3,1	28,1	2,1	4,5	85,3	574	83,5
3,8	27,9	2,4	5,5	85,0	556	82,2
6,1	5,8	6,6	6,9	82,8	571	78,0
5,8	5,9	6,5	6,6	83,5	553	78,1
n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
8,4	8,1	2,8	9,4	91,2	693	70,0
10,8	8,0	4,1	12,3	89,9	674	67,8
n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
7,1	6,8	4,8	8,1	86,6	627	74,2
8,0	6,9	5,4	9,1	86,3	605	73,5
n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Source : MELS. Enquêtes Relance, DRSI, 2007.

Situation des personnes diplômées de la formation professionnelle et technique au 31 mars 2007, selon le type de diplôme, le groupe d'âge et le sexe (Ensemble du Québec)

TYPE DE DIPLÔME	Sexe	Personnes diplômées visées par l'enquête	Taux de réponse
		(N)	(%)
Personnes âgées de moins de 20 ans			
Diplôme d'études professionnelles (DEP)	Masculin	3 151	74,6
	Féminin	1 828	70,4
	Ensemble	4 979	73,0
Attestation de spécialisation professionnelle (ASP)	Masculin	143	74,1
	Féminin	161	73,3
	Ensemble	304	73,7
Diplôme d'études collégiales (DEC)	Masculin	326	81,0
	Féminin	704	76,6
	Ensemble	1 030	78,0
Attestation d'études collégiales (AEC)	Masculin	114	65,8
	Féminin	94	66,0
	Ensemble	208	65,9
Personnes âgées de 20 à 24 ans			
Diplôme d'études professionnelles (DEP)	Masculin	6 756	67,5
	Féminin	4 247	62,9
	Ensemble	11 003	65,7
Attestation de spécialisation professionnelle (ASP)	Masculin	557	68,8
	Féminin	572	61,9
	Ensemble	1 129	65,3
Diplôme d'études collégiales (DEC)	Masculin	4 242	76,7
	Féminin	7 026	73,3
	Ensemble	11 268	74,6
Attestation d'études collégiales (AEC)	Masculin	1 112	63,2
	Féminin	1 266	59,4
	Ensemble	2 378	61,2
Personnes âgées de 25 ans et plus			
Diplôme d'études professionnelles (DEP)	Masculin	7 616	61,4
	Féminin	7 338	64,6
	Ensemble	14 954	62,9
Attestation de spécialisation professionnelle (ASP)	Masculin	1 472	59,9
	Féminin	2 053	62,9
	Ensemble	3 525	61,6
Diplôme d'études collégiales (DEC)	Masculin	1 348	65,5
	Féminin	2 531	68,2
	Ensemble	3 879	67,2
Attestation d'études collégiales (AEC)	Masculin	4 128	59,5
	Féminin	4 716	64,5
	Ensemble	8 844	62,1

Source : MELs. *Enquêtes Relance*, DRSI, 2007.

En emploi	À la recherche d'un emploi	Aux études	Personnes inactives	Taux de chômage	L'emploi à temps plein et ses caractéristiques			
					À temps plein	Durée de recherche	Salaire hebdom. brut moyen	En rapport avec la formation
(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(semaines)	(\$)	(%)
74,2	6,7	16,5	2,6	8,3	95,0	5	604	78,3
78,5	3,7	15,4	2,5	4,4	81,2	5	400	74,5
75,7	5,6	16,1	2,6	6,9	89,9	5	540	77,1
67,9	5,7	25,5	0,9	7,7	93,1	4	560	79,1
76,3	3,4	16,9	3,4	4,3	78,9	5	370	63,4
72,3	4,5	21,0	2,2	5,8	85,2	5	472	71,0
48,1	1,1	50,0	0,8	2,3	92,9	6	583	79,7
58,3	1,7	37,7	2,4	2,8	80,6	6	557	87,0
54,9	1,5	41,7	1,9	2,6	84,1	6	565	84,6
69,3	8,0	20,0	2,7	10,3	86,5	6	557	60,0
59,7	1,6	38,7	0,0	2,6	78,4	8	404	55,2
65,0	5,1	28,5	1,5	7,3	83,1	7	495	58,1
79,0	7,8	10,9	2,2	9,0	95,6	6	628	79,3
79,1	5,3	10,6	5,0	6,3	83,8	6	472	76,1
79,0	6,9	10,8	3,3	8,0	91,2	6	577	78,2
83,8	4,2	10,7	1,3	4,7	96,0	5	627	78,9
81,4	3,4	11,9	3,4	4,0	84,0	4	445	74,0
82,6	3,8	11,3	2,3	4,4	90,3	4	551	76,7
58,3	4,0	35,9	1,8	6,4	91,4	7	639	80,7
69,8	1,5	26,8	1,9	2,0	83,8	6	566	84,7
65,3	2,4	30,4	1,9	3,6	86,4	6	592	83,2
75,8	6,0	14,2	4,0	7,3	89,7	8	591	63,0
80,2	4,5	10,4	4,9	5,3	82,1	8	523	72,9
78,1	5,2	12,2	4,5	6,3	85,7	8	556	68,0
77,8	12,6	5,3	4,3	13,9	92,7	6	690	79,1
79,6	8,7	5,3	6,4	9,8	76,2	7	527	82,0
78,7	10,6	5,3	5,4	11,9	84,3	6	616	80,4
77,3	6,8	8,9	7,0	8,1	90,6	7	751	71,6
69,9	9,5	10,4	10,2	12,0	76,3	9	588	66,2
72,9	8,4	9,8	8,9	10,4	82,4	8	659	68,8
82,1	4,6	10,5	2,7	5,4	91,9	8	695	83,8
85,4	3,0	8,5	3,1	3,3	81,8	5	654	90,5
84,3	3,5	9,2	3,0	4,0	85,1	6	669	88,1
82,5	9,1	6,0	2,4	10,0	91,8	9	730	72,0
82,4	6,5	4,0	7,1	7,4	83,0	8	587	79,5
82,4	7,7	4,9	5,0	8,5	86,9	8	652	76,0

Observations et prévisions à long terme en ce qui concerne les effectifs scolaires totaux à temps plein (public et privé) selon la région administrative pour les effectifs francophones et pour l'ensemble du Québec pour les commissions scolaires anglophones et autochtones
Observations de 2004-2005 à 2007-2008 et prévisions de 2008-2009 à 2016-2017
(Scénario de référence, ensemble du Québec)

	Observations				2008-2009	2009-2010	
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008			
Effectifs scolaires francophones							
01 Bas-Saint-Laurent	27 392	26 663	25 802	24 993	24 251	23 465	
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	39 556	38 094	36 956	35 617	34 290	33 100	
03 Capitale-Nationale	80 674	79 135	77 719	76 104	74 384	72 689	
04 Mauricie	32 443	31 833	31 150	30 139	29 168	28 247	
05 Estrie	37 915	37 544	36 874	36 165	35 356	34 491	
06 Montréal	172 772	171 104	170 015	167 155	165 364	163 779	
07 Outaouais	45 410	45 029	44 178	43 234	42 273	41 288	
08 Abitibi-Témiscamingue	22 035	21 430	20 762	19 960	19 402	18 849	
09 Côte-Nord	12 149	11 841	11 505	11 126	10 706	10 414	
10 Nord-du-Québec	2 350	2 246	2 156	2 101	2 001	1 911	
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11 570	11 168	10 798	10 289	9 811	9 341	
12 Chaudière-Appalaches	56 336	55 398	54 403	53 206	52 077	51 082	
13 Laval	47 920	48 101	48 334	48 010	47 466	46 876	
14 Lanaudière	64 936	64 696	63 827	62 637	61 115	59 828	
15 Laurentides	78 094	78 014	77 728	76 856	75 663	74 567	
16 Montérégie	186 593	185 451	183 047	179 888	176 402	172 784	
17 Centre-du-Québec	32 322	32 188	31 764	31 198	30 637	30 186	
Ensemble des effectifs scolaires francophones	952 699	941 769	928 714	909 509	891 832	874 316	
Commissions scolaires anglophones	119 223	117 857	116 183	113 276	110 779	108 065	
Commissions scolaires autochtones	7 636	7 745	7 589	7 656	7 809	7 824	
Ensemble du Québec	1 079 558	1 067 371	1 052 486	1 030 441	1 010 420	990 205	

Source : MELs. *Prévisions à long terme des effectifs de l'ensemble des commissions scolaires*, DRSI, 2008, traitement DGSOF.

Prévisions							Variation de 2007-2008 à 2016-2017
2010- 2011	2011- 2012	2012- 2013	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	
22 889	22 479	22 409	22 161	22 040	21 967	21 987	-12,0%
32 018	31 359	30 815	30 320	29 937	29 790	29 735	-16,5%
71 339	70 359	70 190	69 428	69 212	69 081	69 288	-9,0%
27 344	26 811	26 399	26 029	25 861	25 805	25 790	-14,4%
34 068	33 704	33 399	33 176	33 091	33 121	33 244	-8,1%
161 960	160 713	160 383	159 370	158 802	158 807	159 127	-4,8%
40 638	40 043	40 003	39 873	39 819	39 939	40 082	-7,3%
18 271	17 873	17 611	17 228	17 031	16 913	16 812	-15,8%
10 089	9 882	9 697	9 488	9 352	9 199	9 108	-18,1%
1 801	1 715	1 655	1 585	1 527	1 482	1 437	-31,6%
8 912	8 659	8 405	8 174	8 000	7 870	7 768	-24,5%
50 231	49 813	49 764	49 489	49 467	49 568	49 776	-6,4%
46 223	45 836	45 636	45 344	45 266	45 427	45 624	-5,0%
58 328	57 688	58 071	57 829	58 178	58 652	59 413	-5,1%
73 426	72 745	72 726	72 470	72 581	73 045	73 658	-4,2%
169 840	168 411	168 117	167 395	167 390	168 008	169 125	-6,0%
29 770	29 358	29 306	29 203	29 151	29 184	29 302	-6,1%
858 530	848 861	845 987	839 954	838 096	839 247	842 673	-7,3%
105 714	103 580	102 425	101 144	100 412	100 296	100 498	-11,3%
7 875	7 951	8 002	8 053	8 077	8 135	8 130	6,2%
972 119	960 392	956 414	949 151	946 585	947 678	951 301	-7,7%

Observations (2006) et prévisions (2007-2016) en ce qui concerne l'évolution des effectifs inscrits au collégial à l'enseignement ordinaire à temps plein selon la région administrative (Ensemble du Québec, secteur public)

	Obs. 2006	Prévisions										Variation 2006- 2016
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
01 Bas-Saint-Laurent	5 430	5 377	5 360	5 355	5 203	5 061	4 785	4 617	4 408	4 203	3 972	-26,9%
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	7 712	7 604	7 695	7 778	7 664	7 266	6 895	6 573	6 344	5 997	5 664	-26,6%
03 Capitale-Nationale	17 616	18 115	18 833	19 281	19 223	18 896	18 244	17 736	17 003	16 307	15 469	-12,2%
04 Mauricie	5 164	5 328	5 443	5 490	5 478	5 460	5 304	5 096	4 819	4 528	4 306	-16,6%
05 Estrie	6 611	6 831	7 017	7 169	7 037	6 893	6 736	6 621	6 435	6 140	5 919	-10,5%
06 Montréal	49 706	51 697	53 881	55 364	55 832	56 240	55 744	54 499	52 946	50 680	48 674	-2,1%
07 Outaouais	4 689	4 883	5 081	5 368	5 416	5 362	5 126	4 813	4 628	4 440	4 320	-7,9%
08 Abitibi-Témiscamingue	2 225	2 145	2 187	2 208	2 123	2 040	1 952	1 925	1 809	1 716	1 613	-27,5%
09 Côte-Nord	1 160	1 268	1 320	1 294	1 256	1 207	1 195	1 187	1 152	1 134	1 083	-6,6%
10 Nord-du-Québec	78	74	80	81	80	75	70	65	62	58	53	-32,1%
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 091	1 112	1 122	1 183	1 163	1 112	1 047	1 001	950	889	843	-22,7%
12 Chaudière-Appalaches	4 958	5 130	5 300	5 400	5 249	4 976	4 774	4 631	4 468	4 280	4 104	-17,2%
13 Laval	5 320	5 765	6 049	6 249	6 329	6 414	6 311	6 142	5 954	5 683	5 482	3,0%
14 Lanaudière	4 142	4 415	4 655	4 822	4 922	4 941	4 812	4 659	4 416	4 137	3 907	-5,7%
15 Laurentides	7 131	7 907	8 749	9 196	9 255	9 196	8 939	8 626	8 328	7 956	7 627	7,0%
16 Montérégie	17 818	18 730	19 791	20 403	20 386	20 066	19 502	18 809	18 108	17 220	16 452	-7,7%
17 Centre-du-Québec	2 770	2 913	3 004	3 091	3 053	2 995	2 943	2 858	2 789	2 715	2 645	-4,5%
Ensemble du Québec	143 627	149 294	155 567	159 732	159 669	158 200	154 379	149 858	144 619	138 083	132 133	-8,0%

Note : sont exclus des présentes observations/prévisions, les élèves en formation continue (adultes), les élèves à temps partiel et les élèves du réseau privé ou des écoles gouvernementales. Ne sont retenus que les élèves inscrits à un programme de DEC ou en SM-ST.

Source : MELs. Système prévisionnel SPIPEC, DRSI, version printemps 2007.

